

INDE - PAKISTAN

FORCES MILITAIRES
ET NUCLÉAIRES EN PRÉSENCE

Françoise Donnay

© Groupe de recherche et d'information
sur la paix et la sécurité (GRIP)
rue Van Hoorde, 33
B-1030 Bruxelles
Tél.: (32.2) 241.84.20
Fax: (32.2) 245.19.33
E-mail: admi@grip.org
Website: www.grip.org

Sommaire

| | |
|--|-----------|
| Résumé | 4 |
| Executive Summary | 5 |
| 1. Les doctrines nucléaires de l'Inde et du Pakistan | 6 |
| 1.1 Le nucléaire pour l'Inde : outil de construction nationale et de puissance régionale | 6 |
| 1.2 Le nucléaire pour le Pakistan : force de dissuasion vis-à-vis de l'Inde | 7 |
| 1.3 Le contrôle de l'arsenal nucléaire des deux pays | 8 |
| 2. Evolution des relations entre l'Inde et le Pakistan au cours des cinq dernières années | 10 |
| 2.1 Les essais nucléaires de 1998 | 10 |
| 2.2 Du Sommet de Lahore à celui d'Agra | 10 |
| 2.3 L'année 2002 : la tension à son comble | 11 |
| 2.4 Pressions occidentales pour apaiser le conflit | 12 |
| 2.5 Des évolutions politiques internes peu rassurantes | 14 |
| 3. L'état de l'arsenal nucléaire | 16 |
| 3.1 Quelques données générales | 16 |
| 3.2 Estimation du nombre de têtes nucléaires | 16 |
| 3.3 Missiles auxquels on peut assembler une tête nucléaire | 17 |
| 3.4 Avions de combat pouvant transporter des armes nucléaires | 19 |
| 4. Autres armements de l'Inde et du Pakistan | 21 |
| 4.1 L'armement conventionnel | 21 |
| 4.1.1 Les effectifs | 21 |
| 4.1.2 Armement terrestre | 22 |
| 4.1.3 Force aérienne | 22 |
| 4.1.4 Force navale | 22 |
| 4.1.5 Armes légères | 23 |
| 4.2 Les armes chimiques et biologiques | 23 |
| 5. Dépenses militaires et importations | 24 |
| 5.1 Budget de la défense dans les deux pays | 24 |
| 5.2 Qui sont les fournisseurs d'armes et de matériel nucléaire ? | 24 |
| 5.2.1 Les évolutions récentes | 24 |
| 5.2.2 Fournisseurs de l'Inde | 25 |
| 5.2.3 Fournisseurs du Pakistan | 27 |
| 5.2.4 Quid de la Belgique ? | 29 |
| Bibliographie | 31 |

Résumé

L'Inde et le Pakistan n'ont pas adhéré au Traité de non-prolifération nucléaire et se sont déclarés « puissances nucléaires » au lendemain de leurs essais de 1998. Comme nous le rappelle le chapitre 1 de ce rapport du GRIP, si l'Inde a opté pour une politique de non-utilisation de l'arme nucléaire en premier (« nuclear no-first use »), ce n'est pas le cas du Pakistan, qui dispose de forces militaires conventionnelles moindres. Tous deux conçoivent l'arme nucléaire comme force de dissuasion mutuelle ; mais dans le cas indien, cette force de dissuasion s'exerce aussi vis-à-vis du grand voisin chinois.

Depuis les attentats du 11 septembre 2001, on s'interroge de plus en plus sur la capacité des dirigeants de l'Inde et du Pakistan à maîtriser pleinement l'utilisation de leurs armes nucléaires, malgré la mise en place de structures de commandement et de contrôle. On craint en effet que ces armes ne tombent aux mains de va-t-en-guerre de l'armée indienne ou de celles d'Al-Qaeda, qui semble entretenir des relations étroites avec certains services de l'armée pakistanaise.

Le chapitre 2, qui retrace les derniers développements dans la région depuis les essais nucléaires de 1998, nous montre comment la situation est devenue explosive avec d'une part en Inde, l'accession au pouvoir du parti nationaliste hindou, et d'autre part, les nombreux attentats perpétrés par des mouvements islamistes pro-pakistanaise au Cachemire ou en Inde. Des initiatives en faveur de la paix émaillent pourtant ces dernières années, alors qu'au Cachemire de plus en plus de voix se font entendre pour une solution politique du problème et le départ des djihadis. Les deux pays continueront à procéder à des essais nucléaires, y compris en période de tension extrême, et iront jusqu'à déployer certains missiles de part et d'autre de la frontière.

Le chapitre 3 tente de dresser l'inventaire de l'arsenal nucléaire des deux puissances. L'Inde et le Pakistan ont toujours refusé de dévoiler le nombre d'ogives nucléaires en leur possession : il était généralement admis jusqu'il y a peu que l'Inde en

possédait le double de son voisin, il semblerait que ce ne soit plus le cas. Ces ogives peuvent être montées sur missiles ou emportées par avion de combat. Les deux pays développent les capacités balistiques de leurs missiles pour pouvoir pénétrer en profondeur la défense adverse et cherchent à se doter d'avions de combat à rayon d'action toujours plus large.

A côté de leurs armes nucléaires, New Delhi et Islamabad disposent de forces conventionnelles importantes, détaillées dans le chapitre 4. En termes d'effectifs, on est frappé par la taille des forces paramilitaires, surtout côté indien. En matière d'armement, la supériorité indienne est particulièrement visible sur mer : l'Inde a en effet décidé de développer de façon significative sa force navale, y compris sa capacité nucléaire. Les deux pays possèdent probablement une autre catégorie d'armement, non conventionnel : les armes biologiques et chimiques, même s'ils ont adhéré tous deux à des conventions internationales les interdisant.

Le chapitre 5 s'intéresse au budget consacré par l'Inde et le Pakistan à la défense, y compris à l'armement nucléaire. Si l'Inde a opté pour la production domestique maximale, elle recourt aussi aux importations, comme son voisin. La Russie représente encore 72 % des importations d'armes de l'Inde en 2000. Israël se positionnerait en deuxième place depuis peu, trouvant en New Delhi un partenaire stratégique clé dans sa lutte contre le terrorisme de mouvance islamique. Côté pakistanaise, la Chine vient toujours en tête des importations militaires. Quant aux Etats-Unis, ils veillent à maintenir de bonnes relations avec le président Musharraf, leur allié stratégique contre Al-Qaeda, tout en courtisant de plus en plus l'Inde, immense marché potentiel pour les industries d'armement américaines.

La Belgique n'est qu'un fournisseur d'armes très marginal de l'Inde et du Pakistan ; en ce qui concerne l'exportation de matériel nucléaire, l'affaire Alstom de 1999 s'est conclue par l'adoption d'une ligne de conduite stricte en la matière.

Août 2002

Executive Summary

India and Pakistan did not sign the Nuclear Non-Proliferation Treaty and, following their respective nuclear tests in 1998, declared themselves « nuclear powers ». As outlined in chapter 1 of this report, India opted for a nuclear no-first use policy, but Pakistan did not, its conventional military forces being smaller. For both countries, nuclear weapons are mutual deterrent forces, but those of India also deter at the big Chinese neighbour.

The capacity of Indian and Pakistani leaders to fully control the use of their nuclear weapons has been more and more questioned since the September 11 attacks, in spite of the setting up of command and control structures. It is indeed feared that these weapons could fall in the hands of some warmongers in the Indian army or of Al-Qaeda, which seems to have close relationships with certain services of the Pakistani army.

Chapter 2 reports the latest developments in the region since the 1998 nuclear tests and shows how the situation has become explosive as a result of the coming into power of the Hindu nationalist party in India and also of the numerous attacks by pro-Pakistani Islamic movements in Kashmir or India. However, there have been some peace initiatives during the last years and in Kashmir, more and more voices are advocating a political solution to the problem and the departure of the djihadis. But both countries are going on with their nuclear testing, even during extremely tense periods, to the point of deploying missiles on either side of the border.

Chapter 3 attempts to assess the nuclear arsenals of the two powers. India and Pakistan have always refused to disclose the number of their nuclear warheads: it was generally admitted until recently

that India had twice as much as Pakistan but this seems to have changed lately. The warheads can be mounted on missiles or delivered by combat aircrafts. Both countries are developing the ballistic capabilities of their missiles to penetrate more deeply into the opposing defence, and trying to acquire aircrafts with always longer ranges.

Besides nuclear weapons, New Delhi and Islamabad have important conventional forces, detailed in chapter 4. The strength of their paramilitary forces is striking, especially those of India. The Indian superiority is particularly noticeable on the sea, India having decided to develop its navy markedly, including its nuclear capacity. It is likely that both countries have other types of unconventional weapons, - biological and chemical ones - although they have both adhered to the international conventions banning them.

Chapter 5 deals with the defence budgets of India and Pakistan, including their nuclear armament. India has opted for a domestic production to the maximum extent but has also to rely on imports, just like its neighbour. Russia was still providing 72% of India's arms imports in 2000. Recently, Israel would have come second, as it finds New Delhi a key strategic partner in its fight against Islamic terrorism. In the case of Pakistan, China is still the main source of its military imports. The United States are trying to maintain good relationships with President Musharraf, their strategic ally against Al-Qaeda, while increasingly wooing India, a potentially huge market for the American arms industry.

Belgium is only a very marginal arms supplier to India and Pakistan; regarding the exports of nuclear material, the Alstom case in 1999 concluded with the adoption of strict guidelines in this matter.

August 2002

1. Les doctrines nucléaires de l'Inde et du Pakistan

1.1 Le nucléaire pour l'Inde : outil de construction nationale et de puissance régionale

En 1974, l'Inde procédait à ses premiers essais nucléaires, à la suite desquels le Pakistan a proposé à l'Assemblée générale des Nations unies la création d'une zone non nucléarisée en Asie du Sud (NWFZ). Depuis 1976, l'Assemblée générale a adopté plusieurs résolutions appelant à l'établissement d'une telle zone. L'Inde est défavorable à cette initiative et appelle par contre au désarmement nucléaire complet et mondial.

Auparavant, l'exercice du leadership du mouvement des non-alignés était le principal moyen pour New Delhi de se voir reconnaître un statut de puissance. Aujourd'hui elle veut siéger parmi les membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies ainsi qu'au sein du « Club nucléaire », la Chine lui servant ici de modèle¹. Elle refuse donc d'adhérer au Traité de non-prolifération nucléaire (TNP), qui opère selon elle une distinction injuste entre les 5 grands (Etats-Unis, Russie, Chine, France, Grande-Bretagne) qui possédaient déjà l'arme nucléaire lors de la rédaction du traité, et tous les autres pays. Le Pakistan n'a pas adhéré non plus au TNP et suite à leurs essais nucléaires de 1998, ces deux pays se sont déclarés « puissances nucléaires ». Ils ont ensuite tous deux déclaré un moratoire unilatéral sur les essais nucléaires.

Pour l'Inde, dès 1971, la nucléarisation est conçue comme un outil de construction de l'identité nationale² et de renforcement de la légitimité de l'Etat. Mais l'arme nucléaire remplit avant tout le rôle de force de dissuasion face à l'ennemi pakistanais – et dans une moindre mesure, face à la Chine. Traditionnellement, l'Inde a une politique de « nuclear no-first use », c'est-à-dire qu'elle s'engage à ne pas faire usage de l'arme atomique la première, mais de l'utiliser uniquement au cas où elle subirait elle-même une attaque nucléaire (« capacité de seconde frappe »). Elle s'engage également à ne pas l'utiliser contre un Etat non doté de l'arme nucléaire ; mais si cet Etat est allié à un autre qui attaque l'Inde à l'arme nucléaire, il n'est

pas exclu que celle-ci ne riposte par une seconde frappe qui viserait également ce pays.

Avec l'accession au pouvoir du Bharatiya Janata Party (BJP), parti nationaliste hindou, l'Inde a durci sa position : en août 1999, elle faisait part de sa nouvelle doctrine nucléaire (« draft nuclear doctrine » préparée par un groupe de conseillers à la demande du gouvernement indien) : dissuasion nucléaire minimale crédible, avec mise en oeuvre de tous les moyens pour assurer cette crédibilité, c'est-à-dire possession de forces nucléaires opérationnelles (et plus simplement de composants nucléaires non assemblés) permettant une riposte immédiate et de grande ampleur en cas de première frappe pakistanaise ; et démonstration de la volonté politique d'y recourir. Force nucléaire dissuasive qui repose sur la triade « air-terre-mer » (avions de combat, missiles mobiles basés au sol, et installations en mer pour lancement de missiles), même si le composant naval est encore peu développé.

Plusieurs hauts fonctionnaires indiens ont fait part de leurs réserves vis-à-vis de cette nouvelle doctrine nucléaire, jugée trop agressive³, bien qu'elle résulte d'un compromis entre les thèses des modérés et des radicaux. A l'étranger aussi, elle a fait l'objet de nombreuses critiques : le Département d'Etat américain a ainsi déclaré qu'il s'agissait là d'un pas dans la mauvaise direction (« a move in the wrong direction »)⁴.

Dans le document Vision 2020⁵ présenté en novembre 2000 au premier ministre Vajpayee, la force aérienne indienne appelle à considérer la Chine comme ennemi nucléaire potentiel au même titre que le Pakistan ; les défenseurs de l'option « dissuasion nucléaire maximale » vont jusqu'à préconiser la parité avec la Chine sur ce terrain – les chercheurs indiens estiment l'arsenal nucléaire chinois à 350 à 450 têtes nucléaires.⁶ En même

1. In « La stratégie de l'Inde : un changement de paradigme ? », *Politique étrangère*, avril-juin 2002.

2. Voir l'étude de Gaurav Kampani, « Living with India's bomb », mars 2000, sur le site du Monterey Institute of International Studies : <http://cns.miis.edu>.

3. In « *Strategic Survey 2000/2001* », The international Institute for Strategic Studies, p. 215.

4. In « India's Nuclear Policy : Impact on Asian Strategic Environment », *East Asian Strategic Review 2002*, The National Institute for Defense Studies, Japan.

5. In *Sipri Yearbook 2001*, p. 479.

6. In « India's Nuclear Policy : Impact on Asian Strategic Environment », *op.cit.*

temps, on constate une relative normalisation des relations avec la Chine, sans doute favorisée par la prise de conscience, à Pékin, des nouvelles capacités nucléaires de l'Inde⁷. De hauts fonctionnaires indiens et chinois multiplient leurs déplacements d'une capitale à l'autre, et depuis l'an 2000 se tient une importante réunion annuelle de sécurité conjointe, « Security Dialogue⁸ ».

D'autre part, l'Inde a proposé à plusieurs reprises en 1998 et en 2000 un accord de « nuclear no-first use » au Pakistan qui a refusé.

1.2 Le nucléaire pour le Pakistan : force de dissuasion vis-à-vis de l'Inde

Les forces conventionnelles pakistanaises sont en effet plus faibles que celles de l'Inde ; l'arme nucléaire, et la possibilité de l'utiliser en premier, permet au Pakistan de se positionner comme adversaire crédible, même si l'Inde considère qu'en cas de première frappe pakistanaise, les dégâts seraient limités côté indien et qu'elle pourrait répliquer immédiatement par une attaque nucléaire de grande envergure qui anéantirait son assaillant.

A la recherche d'appuis extérieurs pour assurer sa survie, le Pakistan est devenu l'allié des Etats-Unis et il est intégré dans deux alliances militaires – l'Organisation du traité de l'Asie du Sud-Est (OTASE) et l'Organisation du traité central (CENTO). En revanche, l'Inde n'a jamais fait partie d'une alliance militaire⁹ ; par contre, elle a participé à des exercices communs avec les forces navales de presque tous les Etats bordés par l'océan Indien, en plus des membres de l'ASEAN et du Japon¹⁰.

La doctrine nucléaire pakistanaise cible l'Inde comme seule destinataire d'attaques nucléaires, et prévoit 4 cas d'utilisation¹¹ au cas où la stratégie de la dissuasion échouerait : 1) si l'Inde attaque le Pakistan et occupe une partie importante de son territoire ; 2) si l'Inde détruit une partie importante des forces pakistanaises terrestres ou aériennes ; 3) si l'Inde procède à l'étranglement économique du Pakistan ; 4) si l'Inde provoque la déstabilisation politique du Pakistan ou y crée un mouvement de subversion à large échelle.

Il s'agit là d'une doctrine purement académique, comme l'ont commenté certains fonctionnaires de la Défense pakistanaise, la décision finale revenant au Président. Le président Musharraf se veut justement rassurant – mais en 1999, lors de la

crise de Kargil, alors qu'il était chef d'état-major, c'est probablement lui qui avait ordonné le déploiement d'armes nucléaires à l'insu du Président d'alors, Nawaz Sharif ; de nombreux analystes mettent donc en doute sa crédibilité.

Le Pakistan a réagi sèchement à la communication de la nouvelle doctrine nucléaire de l'Inde en août 1999, mais a affirmé en novembre 1999 qu'il ne modifiait pas sa politique de dissuasion minimale ; le Pakistan prétend qu'il ne vise pas la parité nucléaire avec l'Inde (bien que selon certaines sources¹², les scientifiques pakistanais auraient travaillé secrètement pendant ces 3 dernières années pour accélérer la production de matière fissile, et le pays aurait bien plus d'ogives nucléaires que l'on pense), mais le maintien d'une capacité opérationnelle crédible, à même d'inquiéter New Delhi.

La dissuasion nucléaire minimale est toutefois définie en termes relatifs, et non en termes absolus : si l'Inde développe et modernise son arsenal nucléaire (pour conserver sa supériorité sur le Pakistan dans ce domaine, mais aussi pour maintenir la crédibilité de sa propre force de dissuasion face aux programmes de modernisation chinois, susceptibles de prendre eux-mêmes une nouvelle ampleur en riposte au projet anti-missiles américain), le Pakistan se doit d'en faire autant. On comprend donc que la tendance ne soit pas à la réduction des arsenaux nucléaires dans ces deux pays, et que l'Inde puisse insister sur la nécessité d'un désarmement nucléaire global.

Lors du sommet sur la sécurité en Asie début juin 2002, alors qu'un journaliste indien lui demandait s'il excluait d'utiliser en premier l'arme atomique, Pervez Musharraf a qualifié d'irresponsable le seul fait d'en parler et a proposé à la place « une

7. « Les nouvelles orientations diplomatiques de l'Inde », in *Annuaire Stratégique 2002*, p. 495.

8. In « India's Nuclear Policy : Impact on Asian Strategic Environment », *op.cit.*

9. In « Les enjeux régionaux autour du Pakistan », *Politique étrangère*, avril-juin 2002.

10. In « La stratégie de l'Inde: un changement de paradigme ? », *Politique étrangère*, avril-juin 2002.

11. « Missile Tests and Military tensions in South Asia », *The Acronym Institute online Issue n°63*, mars 2002.

12. In « Pakistan has secretly built up a nuclear arsenal », *Times online*, 27 mai 2002 ; le « Natural Resources Defense Council » américain, cité dans « Can Nuclear Deterrence Work in South Asia », *Aviation Week and Space Technology*, 10 juin 2002, pense aussi que l'arsenal nucléaire pakistanaise est largement sous-estimé, de même que le *SIPRI*, dans l'édition 2002 de son annuaire (voir chapitre 3).

triple approche, visant à créer une Asie sans armes nucléaires, à signer un pacte indo-pakistanaïse de non-agression et à chercher une réduction mutuelle des forces armées »¹³. Quant à Munir Akram, l'ambassadeur du Pakistan aux Nations unies, il a évoqué clairement fin mai 2002 le recours possible à l'arme atomique, ce qui a poussé plusieurs pays à demander à leurs ressortissants de quitter le territoire des deux pays.

A présent, l'Inde se lance dans un ambitieux programme de défense anti-missiles balistiques et anti-aérien. Il peut apparaître comme purement défensif, garantissant la capacité de seconde frappe de l'Inde. Mais le risque existe que le Pakistan le perçoive comme élément d'une politique offensive, qui annihile toute possibilité de représailles pakistanaïses après une première frappe indienne¹⁴.

1.3 Le contrôle de l'arsenal nucléaire des deux pays

Au-delà des doctrines affichées par les dirigeants des deux pays, un réel souci occupe les esprits : maîtrisent-ils pleinement l'utilisation de leur arsenal nucléaire ?

De nombreux observateurs prétendent que ces deux pays ont des systèmes de commande et de contrôle peu fiables.

Côté indien, le Cabinet a approuvé le 24 avril 2002 l'établissement d'un nouveau Commandement stratégique nucléaire (Strategic Nuclear Command, SNC)¹⁵, qui doit mettre sur pied une structure de commande et de contrôle très sophistiquée pour gérer l'arsenal nucléaire indien, les décisions finales revenant bien sûr au Premier Ministre, dans sa fonction de président du Comité ministériel de sécurité.

Jusqu'à présent, pour prévenir tout risque d'utilisation accidentelle, les tâches sont réparties comme suit : les charges fissiles sont en principe gardées par les scientifiques de la Commission à l'énergie atomique (notamment au Centre de recherche atomique nucléaire Bhabha) ; l'organisation de recherche et de développement de la défense est chargée d'intégrer ces charges aux ogives ; et c'est l'armée de terre qui assemble les ogives aux missiles. Les instructions pour déplacer la charge nucléaire et la placer dans l'ogive doivent provenir directement du Premier Ministre, par un système

de doubles codes¹⁶. Quant à la préparation du lancement proprement dit, elle nécessiterait trois heures à partir du moment où l'ordre a été donné.

Pourtant, certains craignent que les va-t'en-guerre de l'armée indienne ou les faucons du régime comme le ministre de l'Intérieur L.K. Advani ne réussissent à déjouer tous ces mécanismes pour déclencher une guerre totale contre le Pakistan en cas de nouvelle attaque terroriste de grande ampleur.

Côté pakistanaïse, le président Musharraf a établi en février 2000 l'Autorité nationale de commandement (National Command Authority, NCA), chargée de gérer les forces nucléaires. Elle comprend différents comités qui se partagent les responsabilités et qui comprennent les Ministres et de hauts fonctionnaires des ministères clés (Relations extérieures, Défense, Intérieur), mais également des scientifiques.

Suite aux attentats du 11 septembre 2001, le Pakistan a mis à l'abri ses ogives nucléaires dans des endroits tenus secrets, de crainte qu'elles ne tombent aux mains de terroristes – les Etats-Unis avaient laissé entendre que dans le cas contraire, ils prendraient eux-mêmes le contrôle de ces ogives ; dans la foulée, le Pakistan a également détenu et questionné d'anciens physiciens nucléaires suspectés d'avoir des liens avec les terroristes.

Malgré ces initiatives pakistanaïses, de nombreux observateurs prétendent qu'il y a un réel danger que l'arsenal nucléaire pakistanaïse tombe dans les mains de groupes dangereux. En effet, les mouvements islamistes les plus radicaux, comme ceux actifs au Cachemire indien, voient leur influence au sein de l'armée pakistanaïse s'accroître et Al-Qaeda entretiendrait des relations étroites avec certains services militaires et de sécurité pakistanaïses¹⁷. D'autres analystes minimisent pourtant ce danger, en mettant en relief le fait qu'il faudrait d'énormes efforts d'organisation pour réus-

13. « Au bord de la guerre, Inde et Pakistan campent sur leurs positions », *Le Monde*, 6 juin 2002.

14. *SIPRI Yearbook 2002*, p. 383.

15. *The Arms Control Reporter* 2002.

16. In « Les mauvais plans des apprentis sorciers », *Le Courrier international* n°606, 13-19 juin 2002.

17. In « Al Qaeda prepares for war », *Jane's International Security News*, 31 mai 2002, www.janes.com.

sir à rassembler les différents composants nucléaires nécessaires, à l'insu de la NCA¹⁸.

D'autre part, depuis sa prise de pouvoir, le président Musharraf a cherché à « dé-islamiser » son armée¹⁹, du moins à ses échelons supérieurs – rappelons que l'ancien dictateur Zia ul Haq avait joué la carte islamique au sein de l'armée pour asseoir son pouvoir. Le corps d'officiers de l'armée pakistanaise tel qu'il existe aujourd'hui paraît en fait plus loyal envers son chef d'Etat et plus modéré sur le plan idéologique que celui de l'armée indienne. C'est également un modéré, Ehsan ul Haq, qui se trouve actuellement à la tête de l'agence de renseignements inter-services (ISI, « Inter-Services Intelligence agency »), qui reste cependant « un Etat dans l'Etat »²⁰.

Les partis politiques et mouvements islamistes radicaux (dont les actions violentes font de nombreuses victimes dans la population chiite pakistanaise) sont prêts à tout pour se débarrasser de Musharraf s'il se montre trop conciliant sur la question du Cachemire, et les combattants d'Al-Qaeda sont là pour les y aider. Combattants qui pourraient d'autre part réussir à se procurer, grâce à leurs multiples connections, une partie du stock des armes nucléaires russes qui font l'objet de bien peu de contrôle; ils pourraient ainsi provoquer une détonation au Cachemire²¹, que l'Inde interpréterait comme une première frappe pakistanaise et à laquelle elle répliquerait par une attaque nucléaire de grande envergure...

En ce qui concerne les exportations de matériel et technologies sensibles, l'Inde aurait développé un système de contrôle performant – elle adhère ainsi de façon informelle aux règles de non-prolifération du TNP. Il semble que ce ne soit pas le cas

du Pakistan, on pourrait donc craindre que du matériel nucléaire d'origine pakistanaise tombe dans des mains peu scrupuleuses. D'autre part, le gouvernement pakistanaise coopère ouvertement avec d'autres pays qui n'appartiennent pas au « Club des cinq grands » dans le domaine nucléaire : on se souvient de la visite en mai 1999 du Ministre de la Défense saoudien au Centre de recherche nucléaire Kahuta, qui avait éveillé des craintes en Occident ; les échanges de technologie nucléaire avec la Corée du Nord, notamment en matière de missiles, semblent de plus en plus importants.

C'est une des raisons pour lesquelles Washington manie avec prudence ses relations avec Islamabad, craignant qu'un Pakistan trop critiqué par l'Occident ne soit de plus en plus enclin à vendre sa technologie nucléaire à des pays musulmans et/ou réputés dangereux. Washington a également repris ses négociations avec l'Inde pour la convaincre de signer les traités portant sur la non-prolifération, le contrôle de la technologie des missiles et l'arrêt des essais nucléaires – ce qu'elle a poliment refusé de faire²².

18. Voir « Safety concerns about the Command and Control of Pakistan's Strategic Forces, Fissile Material and Nuclear Installations », Gaurav Kampani, 28 septembre 2001, sur le site www.acronym.org.uk.

19. In « The worries of Musharraf », *The Economist*, 8 juin 2002.

20. In « Pakistan: vers une "démocratie militaire" ? », *Politique étrangère*, avril-juin 2002.

21. Scénario envisagé dans « South Asia crisis highly treacherous », *Aviation Week and Space Technology*, 10 Juin 2002.

22. In « L'Inde à la recherche de la puissance », *Le Monde diplomatique*, juillet 2002.

2. Evolution des relations entre l'Inde et le Pakistan au cours de ces cinq dernières années

2.1 Les essais nucléaires de 1998

Rappelons au préalable que l'Inde s'était lancée dans un programme nucléaire civil dès 1958 et le Pakistan dès 1962 ; la 3^{ème} guerre indo-pakistanaise de 1971 au Cachemire, qui se conclut par une défaite humiliante pour le Pakistan, pousse celui-ci à se lancer dans un programme d'armement nucléaire, programme déjà démarré en Inde depuis le milieu des années 60. Le premier essai nucléaire indien du 18 mai 1974 à Pokharan au Rajasthan montre que l'Inde a pris quelques longueurs d'avance ; le Pakistan décide alors de faire de son programme nucléaire une priorité absolue.

En mars 1998, le *Bharatiya Janata Party*²³ (BJP), parti nationaliste hindou, remporte les élections et proclame que l'autonomie du Cachemire n'est plus à l'ordre du jour. En mai, l'Inde et le Pakistan annoncent qu'ils ont réalisé chacun avec succès 5 à 6 essais nucléaires²⁴ souterrains, respectivement dans les déserts du Rajasthan et du Balouchistan ; ces essais bénéficient d'un large soutien public dans les deux pays, mais provoquent beaucoup de critiques et d'émoi dans le monde, d'autant plus qu'à leur suite New Delhi et Islamabad se déclarent puissances nucléaires – ce qui n'était pourtant qu'un secret de polichinelle.

On s'était habitués à la « stabilité nucléaire »²⁵ des relations stratégiques entre les Etats-Unis et l'URSS pendant la Guerre froide, pays en outre éloignés l'un de l'autre géographiquement. Ici ce sont deux pays voisins, en conflit, dont l'un au moins est réputé instable. Pas de téléphone rouge entre ces deux chefs d'Etat. Les analyses abondent, les études se succèdent, y compris au GRIP qui met en exergue le fait qu'à ces essais nucléaires, il y a bien sûr des motivations politiques internes et nationalistes et des tensions régionales aux origines lointaines, mais aussi autre chose : le nucléaire est ici critère de rang, symbole de puissance régionale et expression d'une capacité technologique en grande partie aboutie. Il doit pouvoir modifier la hiérarchie des puissances dites secondaires du Sud de l'Asie par le biais d'une course aux armements, soit dans la profondeur des roches vitrifiées soit dans le

déploiement de systèmes d'armes balistiques et aériens à capacité nucléaire, ou par la mise en œuvre de l'effet miroir, par un jeu d'imitation où un Etat répond à l'autre vers la montée aux extrêmes. La recherche d'une capacité militaire en matière d'armes de destruction massive est aussi le moyen pour l'Inde face à la Chine, ou au Pakistan face à l'Inde, de créer un effet inhibiteur à toute velléité d'agression, renforcer le facteur de retenue et de modération, sanctuariser leur territoire et compenser d'éventuelles infériorités conventionnelles²⁶.

Si certains observateurs ont alors estimé que ces tirs nucléaires pourraient entraîner paradoxalement une nouvelle dynamique mondiale en matière de réduction des potentiels nucléaires, on a généralement craint qu'ils n'aient un impact négatif dans d'autres régions et sur l'avenir du TNP. Ces essais ont révélé en effet une des contradictions les plus flagrantes du régime établi par le TNP : son incapacité à gérer la prolifération quand celle-ci est avérée. Conçu à l'origine pour la prévenir parmi ses signataires, ce régime n'a pas les moyens de gérer une situation de prolifération, surtout si des Etats non membres sont impliqués. « *Les essais en Asie du Sud montrent que le TNP ne peut ou ne veut pas s'adapter aux nouvelles réalités* »²⁷.

2.2 Du Sommet de Lahore à celui d'Agra

En octobre 1998, des soldats de l'armée pakistanaise s'infiltrèrent sur le territoire indien. Pourtant, en février 1999, Atal Bihari Vajpayee et Nawaz Sharif adoptent la Déclaration de Lahore, qui vise à une coopération et à une sécurité régionale renforcées, avec des moyens de contrôle contre l'utilisation accidentelle ou non autorisée de leur arsenal nucléaire. Ce qui ne les empêche pas tous deux de procéder parallèlement à des tests de missiles balistiques en avril 1999 ; il n'est pas question de remettre en cause en effet leur choix nucléaire, facteur de « stabilité et rationalité ».

23. En français, « parti du Peuple de Bharat », Bharat étant l'ancien nom sanscrit de l'Inde.

24. Toutefois de nombreux experts reconnaissent au Pakistan seulement 2 essais nucléaires réussis.

25. In *Strategic Survey 2000/2001*, The International Institute for Strategic Studies, p. 35.

26. *Concepts et potentiels nucléaires 1999-2000*, André Dumoulin, Les Rapports du GRIP, 98/3.

27. In « La stratégie de l'Inde : un changement de paradigme ? », *Politique étrangère*, avril-juin 2002.

La détente générée par la Déclaration de Lahore est de toute façon de courte durée, avec la crise de Kargil en mai 1999 : près de 700 guérilleros en provenance du Pakistan, pour l'essentiel des talibans afghans et des soldats pakistanais, s'infiltrèrent sur le territoire indien et prennent position dans les secteurs de Kargil et de Drass. Puissamment armés et bénéficiant du soutien logistique pakistanais, les guérilleros ne peuvent être délogés facilement de leurs positions par l'armée indienne. Après une intervention terrestre de l'infanterie très coûteuse en vies humaines, New Delhi opte pour des frappes aériennes massives. Le Pakistan agite alors la menace de l'arme nucléaire. Sous les pressions américaines, Islamabad accepte de procéder au retrait des guérilleros en juillet 1999. Vient ensuite la communication de la nouvelle doctrine nucléaire indienne en août et le coup d'Etat militaire du 12 octobre 1999 au Pakistan, par lequel le général Pervez Musharraf prend le pouvoir.

L'année 2000 est marquée par le gel des relations indo-pakistantaises et l'absence de dialogue entre les deux pays. L'Inde conditionne la reprise de tout dialogue à des mesures significatives du gouvernement pakistanais à l'encontre des groupes terroristes qui opèrent à partir de son sol. Il y aura quand même quelques initiatives positives : Abdul Majid Dar, le commandant en chef du Hizb-UI-Mujahedeen, le mouvement d'opposition armé le plus important au Cachemire indien, annonce un cessez-le-feu unilatéral en juillet 2000 – qui provoquera cependant la consternation au Pakistan comme au Cachemire ; ce cessez-le-feu sera rompu 15 jours plus tard, l'initiative de M. Dar étant très critiquée par les mouvements islamistes au Pakistan, qui ont leur propre agenda : rattacher le Cachemire au Pakistan et à sa vision fondamentaliste de l'Islam plutôt que faire du Cachemire un Etat indépendant pratiquant un islam modéré (la plupart des Cachemiris indiens étant soufis).

Autre initiative en faveur de la paix : Abdul Sattar, le ministre des Affaires étrangères pakistanais, propose au président Musharraf de signer le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (le CTBT). Mais les partis religieux s'y opposent farouchement, et Musharraf refuse. Côté indien aussi, il semble que le gouvernement Vajpayee ait réellement cherché à obtenir le consensus pour la signature du CTBT, arguant du fait que de nouveaux tests n'étaient pas nécessaires. Mais le

Lok Sabha, le Parlement indien, n'a pas suivi, sous la pression d'un petit mais néanmoins puissant lobby militaro-industriel qui insistait lui sur la nécessité de procéder à des essais complémentaires. Essais qui prendront place en octobre 2000, suivis par d'autres en janvier 2001, et auxquels le Pakistan ne réplique pas directement, en raison des difficultés économiques qu'il traverse.

En décembre 2000 - janvier 2001, les gouvernements pakistanais et indien avaient réussi à se mettre d'accord pour un cessez-le-feu le long de la ligne de contrôle, mais ce geste d'apaisement fut court-circuité par des attentats : les milices du djihad, qui traditionnellement bénéficient d'une totale impunité au Pakistan et sont capables de défier l'Etat, refusent en effet de plier devant les ordres de l'armée pakistanaise. L'attentat du Lashkar-e-Taib (composé principalement de combattants non cachemiris, partisans d'un islam fondamentaliste) à l'aéroport de Srinagar inaugure une longue série en janvier 2001. En juillet 2001 cependant, Vajpayee accepte de rencontrer Musharaff à Agra où pendant trois jours ils discuteront principalement du Cachemire, mais le sommet se termine sans résultat concret. Suivront l'attentat suicide contre le Parlement du Jammu-et-Cachemire en octobre 2001 à Srinagar, et finalement celui du 13 décembre 2001 contre le Parlement indien à New Delhi.

2.3 L'année 2002 : la tension à son comble

L'année 2002 démarre avec la mobilisation d'un millions de soldats de part de d'autre de la frontière. Le 5 janvier, le Pakistan déploie deux types de missiles à capacité nucléaire, le *Shaheen I* au Punjab central et le *Haft-1* au sud Punjab. Le 12 janvier pourtant, dans un discours mémorable interprété par certains comme un retour vers le Pakistan modéré et progressiste imaginé par Jinnah²⁸, Musharraf se veut apaisant et annonce que le Pakistan n'autoriserait pas que son sol soit utilisé pour des actes terroristes contre qui que ce soit – l'Inde ne daigne pas réagir à ces propos.

Le 14 janvier, les services de renseignements américains révèlent que le Pakistan a déplacé des missiles *Haft* vers la frontière indienne, et qu'il y

28. In « Pakistan : vers une "démocratie militaire" ? », *Politique étrangère*, avril-juin 2002.

aurait 5 nouveaux sites de lancement de missiles dans des zones proches de la frontière²⁹. L'Inde riposte en déployant également des missiles nucléaires près de la frontière, et en procédant le 25 janvier à un nouvel essai nucléaire (d'une variante d'*Agni I*, d'une portée de 700 km), qui est ressenti comme une provocation par Islamabad. Les massacres au Gujarat de mars 2002 qui ont coûté la vie à des dizaines d'hindous et à des centaines, voire des milliers de musulmans, ont également été très mal vécus au Pakistan.

Malgré les attaques menées par Musharraf contre les organisations extrémistes religieuses dans son pays, la capacité de nuisance des groupes jihadistes ne semble guère entamée. Le 14 mai 2002, le Cachemire indien est à la une des journaux, avec un attentat terroriste près de Jammu qui fait une trentaine de victimes, des civils et des membres de familles de militaires; opération commando menée par des membres pakistanais du groupe *Lashkar-e-Taiba*.

Les 25 et 26 mai 2002, après en avoir informé l'Inde, les Etats-Unis et quelques autres pays, le Pakistan procède à de nouveaux essais de missiles (rappelons qu'il n'avait pas répliqué aux essais indiens de janvier 2001 et janvier 2002). Ces essais interviennent alors que la tension est à son comble à la frontière indo-pakistanaise, et vont provoquer de nombreuses protestations dans les capitales occidentales et en Russie.

Le missile Ghauri (Haft-V), testé le 25 pour la troisième fois, est un missile de moyenne portée capable de frapper l'Inde en profondeur; il peut atteindre des villes comme New Delhi ou Bombay. Le missile Ghaznavi (Haft-3), testé pour la première fois le 26, est un missile de courte portée, qui répond aux Prithvi dont sont équipés 2 ou 3 régiments indiens; il renforce les capacités pakistanaises en termes de frappe nucléaire tactique à la frontière. Deux jours plus tard, le Pakistan teste son missile Abdali (Haft-2), de portée encore plus courte (180 km)³⁰.

New Delhi prétend qu'elle n'est pas inquiète: « Nous avons dit à plusieurs reprises que nous ne sommes pas impressionnés par ces singeries de missiles, encore moins lorsqu'on sait que cette « démonstration » n'a pu se faire que grâce à une technologie "importée" », a dit Mme Nirupama Rao, porte-parole indienne des Affaires étrangères³¹. Le Premier ministre indien, Atal Bihari

Vajpayee, réitère qu'il « n'attache aucune importance » à ces expérimentations; il semble cependant que l'Inde ait observé avec attention ces nouveaux tests pakistanais. Selon le journal *The Times* du 27 mai, l'Inde aurait sorti ses ogives nucléaires de ses abris pour les assembler aux missiles ou autres vecteurs et les ogives nucléaires pakistanaises auraient été assemblées à des missiles³². Dans le même sens, le journal *The Guardian* du 23 mai 2002 affirme que le Pakistan aurait déployé des missiles Shaheen I prêts à être utilisés en quelques minutes, et que les deux pays auraient procédé aux ajustements nécessaires pour que leurs chasseurs bombardiers soient capables de larguer des bombes nucléaires³³.

2.4 Pressions occidentales pour apaiser le conflit

Alors que les capitales occidentales, mais aussi russe, tirent la sonnette d'alarme et mettent en garde les deux pays contre une guerre nucléaire qui pourrait entraîner la mort de 20 millions de personnes, sans compter les conséquences à plus long terme des radiations, les habitants continuent à vaquer à leurs occupations habituelles. « Comme s'il ne se tramait rien de grave », note Parvez Hoodboy, pacifiste pakistanais de renom et professeur de physique à l'université Quaid-i-Azam d'Islamabad. « Dans l'un et l'autre pays, les populations n'ont pas l'air de se rendre compte de ce qu'est une frappe nucléaire. Même chez mes étudiants, le désastre du nucléaire est intellectuellement admis, sans plus. »³⁴

Début juin, suite aux pressions américaines – la Russie n'a plus que peu d'influence sur New Delhi –, les tensions semblent s'apaiser. Le 6 juin, Musharraf annonce que son pays empêcherait de façon « permanente et vérifiable » toutes les infiltrations de groupes armés en Inde à partir du

29. *The Arms Control Reporter* 2002, 454e4SAN02 p. 1.

30. In « Pakistan Tests Three Nuclear-Capable Ballistic Missiles », *Arms Control Today*, juin 2002.

31. Citée dans « Une chance à la diplomatie », *La Libre Belgique*, 27 mai 2002.

32. In « Pakistan has secretly built up a nuclear arsenal », *Times online*, 27 mai 2002.

33. In « Why nuclear conflict is a real threat », *The Guardian*, 23 mai 2002.

34. In « La stratégie du bord du gouffre », *Nouvel Afrique Asie*, juillet-août 2002.

territoire pakistanais ; mais on peut douter de sa capacité à y réussir. L'Inde retire alors une partie de ses troupes massées à la frontière, troupes épuisées par ce déploiement de 6 mois. Elle ouvre à nouveau son espace aérien aux avions pakistanais, et procède au retrait des navires de guerre qui avaient été déployés le mois dernier non loin des côtes pakistanaises. Ronald Rumsfeld se rend dans la région dès le 12 juin pour consolider le fragile processus de désescalade militaire entre les deux pays.

Nouveau coup de théâtre le 13 juillet 2002 : un attentat dans un bidonville de Jammu, au sud du Cachemire indien, tue 28 civils hindous et en blesse 35 autres. « Il est évident que cet attentat a été inspiré par le Pakistan » affirme New Delhi. Islamabad s'en défend, condamne le massacre dont la motivation « semble être d'attiser la tension dans la région ». ³⁵ On s'attendait à des représailles indiennes : il n'en fut rien. New Delhi a au contraire comme prévu réduit légèrement ses effectifs à la frontière pakistanaise, tout en répétant que le Pakistan n'en fait pas assez pour stopper les infiltrations d'extrémistes au Cachemire indien, et pour démanteler ce que l'Inde a baptisé fort à propos « l'infrastructure de la terreur », c'est-à-dire les camps d'entraînement et autres infrastructures de militants islamistes dans la partie du Cachemire administrée par le Pakistan ³⁶.

L'Inde aurait choisi de ne réagir que modérément à cet attentat par manque de preuves quant à la responsabilité pakistanaise, mais surtout parce qu'elle a tout intérêt à ce que les prochaines élections au Cachemire se déroulent dans le climat le plus serein possible, avec un fort taux de participation. Enfin, elle ne serait plus crédible si elle menaçait de guerre le Pakistan après chaque attentat, sans passer aux actes ³⁷.

La série noire continue en août, avec un nouvel attentat contre des pèlerins hindous qui fait 8 morts et 32 blessés le 6 août. Le vice-ministre de l'intérieur indien, I.D. Swami, accuse Islamabad de vouloir ainsi empêcher la tenue des élections, ce que réfute immédiatement Musharraf qui rejette toute responsabilité dans cet attentat ³⁸.

Quoi qu'il en soit, il semble bien que des membres d'Al-Qaeda opèrent près de la ligne de contrôle ³⁹, alors qu'une partie importante de la population du Cachemire souhaiterait le départ des djihadistes et que de plus en plus de voix se font entendre pour

une solution politique du problème. Ces nouveaux développements ont provoqué une scission au sein du Hizb-Ul-Mudjahedeen avec l'expulsion de Dar et d'autres commandants, qui avaient affirmé le 1^{er} mai qu'ils renonceraient aux armes si l'Inde engageait un processus de paix sincère. On avait aussi assisté le 20 mai 2002 à l'assassinat d'Abdul Ghani Lone, l'un des chefs les plus respectés des séparatistes musulmans, qui venait de dénoncer l'intrusion des « djihadistes » pakistanais, afghans et arabes et s'était montré ouvert à des discussions avec l'Inde : certains séparatistes y voient la main de New Delhi, qui chercherait ainsi à diviser le mouvement cachemir ⁴⁰.

Les élections prévues pour cet automne à l'assemblée régionale du Cachemire seront déterminantes et attirent toutes les attentions. Lors du Conseil européen à Séville de juin 2002, les pays de l'Union européenne ont ainsi insisté pour que ces élections soient libres, régulières et ouvertes à tous.

Contrairement au Pakistan, l'Inde refusait jusqu'à présent toute médiation internationale pour régler le conflit du Cachemire et ne jurait que par des négociations bilatérales ; à présent, elle semble s'accommoder des va-et-vient d'émissaires américains (et de quelques européens) de haut rang qui se bousculent dans la région pour « retenir la main armée de l'Inde » et exiger du Pakistan qu'il étouffe le militantisme cachemir ⁴¹.

En juillet 2002, des personnalités de haut rang comme Jack Straw et Colin Powell sont ainsi venus rencontrer leurs homologues indien et pakistanais, avec des résultats très moyens ⁴². Les deux pays estiment ne pouvoir faire de concessions supplémentaires. L'Inde a rejeté plusieurs propositions de

35. In « Un attentat relance la tension au Cachemire », *Le Soir*, 15 juillet 2002.

36. Voir « The absence of war », *The Economist*, 29 juin 2002.

37. Voir « Why India did not bark », *The Economist*, 20 juillet 2002.

38. « India blames Pakistan for latest killings », *International Herald Tribune*, 7 août 2002.

39. In « Qaeda may be operating in Kashmir », *International Herald Tribune*, 13 juin 2002.

40. In « Dans la vallée du Cachemire, les séparatistes ont peur d'être trahis par leur allié pakistanais », *Le Monde*, 25 juin 2002.

41. In « L'Inde à la recherche de la puissance », *Le Monde Diplomatique*, juillet 2002.

42. Voir « British foreign secretary happy with talks on Kashmir », *International Herald Tribune*, 22 juillet 2002 ; « Le dialogue des sourds se poursuit », *La Libre Belgique*, 29 juillet 2002.

Powell, comme celle de déployer des observateurs internationaux pour les élections au Cachemire.

La mise en état d'alerte des forces nucléaires pakistanaise et indienne, opérée au plus fort de la crise de mai 2002, semble toujours d'actualité, l'ancien conflit URSS-Etats-Unis servant ici de modèle. Les cinq grandes puissances nucléaires peuvent favoriser la désescalade nucléaire entre l'Inde et le Pakistan, en exerçant des pressions envers ces deux pays, ce qu'ils font déjà ; mais aussi en répondant à la proposition indienne d'organiser une conférence internationale pour un désarmement nucléaire à l'échelle mondiale⁴³.

2.5 Des évolutions politiques internes peu rassurantes

Début juillet 2002, le Premier ministre indien, M. Vajpayee, âgé de 77 ans, procédait à un remaniement ministériel. Le ministre de l'Intérieur, L.K. Advani, considéré comme le leader de la ligne dure nationaliste hindoue au sein du gouvernement indien, devient ainsi premier ministre adjoint. « *Il est aujourd'hui un Premier ministre en attente.* »⁴⁴ De quoi inquiéter encore davantage le Pakistan, les musulmans d'Inde et les Cachemiris⁴⁵. Par contre, c'est un musulman, Abdul Kalam, pacifiste et père du programme des missiles qui a été officiellement investi le 25 juillet 2002 au poste honorifique de Président de la république indienne. Il a récemment réitéré son appui au programme nucléaire, affirmant que « la dissuasion nucléaire des deux côtés a aidé à éviter la guerre »⁴⁶.

Au Pakistan, le général Musharraf prépare des amendements constitutionnels pour transformer son pays en un régime présidentiel avec de forts pouvoirs réservés au Président. Les événements du 11 septembre ont favorisé une telle évolution. Les pays occidentaux ont en effet abandonné pratiquement tous leurs appels à la restauration de la démocratie, le Pakistan et son régime en place étant devenus des partenaires essentiels dans la lutte contre le terrorisme d'Al-Qaeda.

Les amendements proposés prévoient également l'institutionnalisation du rôle de l'armée, par la création d'un Conseil national de sécurité où siègeront les hauts responsables militaires⁴⁷ ; hauts responsables qui sont pour la plupart opposés de façon virulente à tout compromis avec l'Inde⁴⁸.

Musharraf promulgue aussi une série de lois qui devraient assurer une large victoire de son parti lors des élections générales d'octobre 2002, et donc permettre les changements constitutionnels désirés.⁴⁹ « *Il répète que le pays a besoin de lui, que la majorité silencieuse le soutient, et va jusqu'à se dire investi d'une mission divine.(...) ses efforts récents pour recréer l'alliance traditionnelle entre l'armée et les mollahs ont relancé les spéculations sur ses véritables intentions : est-il un nouvel Atatürk ou un avatar du général Zia ul Haq ?* »⁵⁰

Pendant, Musharraf semble en même temps vouloir honorer sa promesse de faire la chasse aux extrémistes dans son pays, ce qui est mal perçu par de nombreux Pakistanais, qui ont affublé leur président du sobriquet de « Busharraf »⁵¹. Les plus extrémistes réagissent de façon violente, en perpétrant des attentats contre des intérêts étrangers : contre un temple du quartier diplomatique d'Islamabad en mars 2002 par exemple, ou encore contre l'école chrétienne de Muree le 5 août 2002⁵².

Fin juin 2002, la police pakistanaise a procédé à l'arrestation d'une centaine de membres de groupes extrémistes sunnites tels que Sipah-e-Sahaba ou Lashkar-e-Jhangvi. Les forces pakistanaïses, aidées par les Américains, font la chasse aux terroristes d'Al-Qaeda réfugiés dans les territoires tribaux près de la frontière afghane. Le 26 juin, 10 soldats pakistanaïses perdaient ainsi la vie dans un accrochage sérieux avec des membres supposés

43. Voir à ce propos « Don't follow dangerous role models », *International Herald Tribune*, 7 août 2002.

44. In « Impossible dialogue entre frères ennemis », *Le Courrier International*, 19 juillet 2002.

45. In « The irresistible rise of L.K. Advani », *The Economist*, 6 juillet 2002.

46. In « Abdul Kalam, troisième président musulman de l'Inde », *Le Monde*, 19 juillet 2002.

47. In « M. Musharraf veut consacrer le rôle de l'armée au Pakistan », *Le Monde*, 14-15 juillet 2002.

48. Voir « Kashmir : confrontation and miscalculation », *International Crisis Group*, Islamabad/Bruxelles, 11 juillet 2002, p. 6.

49. In « Pakistan : constitutional quagmire », *The Economist*, 6 juillet 2002.

50. In « Pakistan : vers une démocratie militaire ? », *Politique étrangère*, avril-juin 2002.

51. « Pakistanis ridicule 'Busharraf' », *International Herald Tribune*, 6-7 juin 2002.

52. « Un attentat contre une école chrétienne au Pakistan a fait six morts », *Le Monde*, 7 août 2002.

du réseau⁵³. Une cour spéciale anti-terrorisme pakistanaise a condamné à mort en juillet 4 militants islamistes pour le meurtre du journaliste américain Daniel Pearl.

D'aucuns considèrent qu'il ne s'agit là que de résultats partiels, faisant remarquer que ce jugement pourrait être remis en cause par une cour d'appel et que de nombreux islamistes sont rapide-

ment relâchés après leur arrestation ; résultats jugés cependant relativement acceptables, compte tenu de la faible marge de manœuvre du Président⁵⁴.

53. In « 10 Pakistanis die in battle with Qaeda near border », *International Herald Tribune*, 27 juin 2002.

54. In « Pakistan's poor showing », *International Herald Tribune*, 18 juillet 2002.

3. L'état de l'arsenal nucléaire

3.1 Quelques données générales

Le tableau ci-dessous dresse l'inventaire des différents missiles et avions de combat des deux pays en 2001; les chiffres communiqués concernent les armes actives, en réserve ou en voie de démantèlement, ainsi que les programmes en développement. Pas mal de zones d'ombre subsistent.

Les têtes (ou ogives) nucléaires ont deux vecteurs principaux : elles peuvent être emportées par avions de combat, ou assemblées à des missiles (qui peuvent eux être lancés à partir d'installations au sol, sur rail, en mer ou par avion). On définit la « puissance de tête » de ces ogives en kilotonnes, c'est-à-dire leur puissance d'explosion équivalente à X kilotonnes de TNT.

La portée des missiles est la distance jusqu'à laquelle ils peuvent être lancés pour atteindre leur objectif ; pour les avions de combat, on parle plutôt de rayon d'action, qui correspond à la distance parcourue en configuration normale, à l'altitude optimale, avec une charge utile standard⁵⁵.

3.2 Estimation du nombre de têtes nucléaires

L'Inde et le Pakistan ont toujours refusé de dévoiler le nombre de têtes (ou ogives) nucléaires en leur possession. Les estimations sont nombreuses, et varient du simple au quadruple. Les différences importantes constatées dans ces estima-

55. Les vecteurs sont définis par leur « charge utile » (*payload*, en anglais) qui est la charge qu'ils peuvent emporter, exprimée en kg. Elle est plus élevée pour les avions de combat (ex : Mig-27 : 3.000kg) que pour les missiles (ex : Prithvi I : 1.000 kg).

Tableau 1. L'arsenal nucléaire de l'Inde et du Pakistan

| NOM/TYPE | Vecteurs déployés | Portée/rayon d'action(en km) | Nombre de têtes |
|-------------------------|-------------------|------------------------------|-----------------|
| INDE | | | |
| <i>Missiles</i> | | | |
| Prithvi I | 20-50* | 150 | nc |
| Prithvi II | 25 commandés* | 250 | nc |
| Prithvi III (Danush) | - | 350 | nc |
| Agni I | - | 1.500 | nc |
| Agni II | 20 commandés | 2.000-2.500 | nc |
| Sagarika SLBM | en développement | 500* | nc |
| <i>Avions de combat</i> | | | |
| Mig-27 | 147 | - | nc |
| Mig-29 | 64 | 1.650 | nc |
| Mirage 2000 | 35 | 1.850 | nc |
| SU-30 | 10 | - | nc |
| Jaguar | 88 | 850 | nc |
| PAKISTAN | | | |
| <i>Missiles</i> | | | |
| M-11 | 30-84* | 280 | nc |
| Shaheen | - | 600-750 | nc |
| Shaheen II | en développement | 2.000-3.000* | nc |
| Ghauri | - | 1300-1.500 | nc |
| Ghauri II | - | 2.000 | nc |
| <i>Avions de combat</i> | | | |
| A-5 « Fantan » | 60 | 2.000 | nc |
| Mirage III | 107 | 4.000 | nc |
| Mirage 5 | 64 | 4.000 | nc |
| F-16 | 32 | 2.500 | nc |

Sources : extrait de *L'année stratégique 2002* et basé sur les sources suivantes : Carnegie Endowment for International Peace, Monterey Institute of International Studies et Federation of Atomic Scientists.

Remarque : les chiffres suivis d'un astérisque* constituent une projection.

tions tiennent bien sûr à l'opacité des sources, mais aussi à la distinction qui n'est pas toujours opérée par les instituts entre armes nucléaires assemblées ou composants nucléaires épars. Enfin on peut aussi prendre en compte la production de matière fissile à utilisation militaire.

Il était toutefois généralement admis jusqu'il y a peu que l'Inde possédait davantage d'ogives nucléaires que le Pakistan, probablement le double. Plusieurs analystes pensent aujourd'hui que les efforts déployés par le Pakistan au cours de ces 3 dernières années lui auraient permis de rattraper et même de dépasser l'Inde dans ce domaine.

Pour le Pentagone⁵⁶, l'Inde disposerait de « quelques douzaines » d'ogives, et le Pakistan de « deux douzaines ». Les ogives pakistanaises auraient une puissance de tête de presque 20 kilotonnes, comparables à la bombe d'Hiroshima ; la puissance de tête des ogives indiennes serait variable suivant leur vecteur (missile ou avion d'assaut), mais ne devrait pas dépasser 10 à 15 kilotonnes. *Le Jane's Strategic Weapon Systems* à Londres estime l'arsenal indien à 50 à 150 têtes nucléaires. De ce nombre, 20 seraient des bombes nucléaires pouvant être larguées d'avions, les autres ogives étant destinées aux missiles ; celui du Pakistan s'élèverait à 25 à 50 têtes, dont 20 également seraient des bombes nucléaires pouvant être lâchées d'avions.

Selon The International Institute for Strategic Studies⁵⁷, l'Inde disposerait de maximum 90 têtes, le Pakistan d'environ 30, et la plupart de ces ogives seraient destinées à être plutôt emportées par avion qu'assemblées à des missiles, ce qui contredit ce qui précède. Dans la presse belge, *Le Soir* mentionnait le 28 mai dernier qu'il était généralement admis que l'Inde aurait une soixantaine d'ogives contre 25 pour le Pakistan. Enfin, l'annuaire *SIPRI* (Stockholm International Peace Research Institute), considéré comme l'un des principaux ouvrages de référence dans le domaine de l'armement, y compris l'armement nucléaire, donne les chiffres suivants dans son édition 2001 : maximum 30 ogives pour l'Inde et 15 à 20 pour le Pakistan ; l'Inde aurait également produit suffisamment de matière fissile pour fabriquer 45 à 95 ogives nucléaires supplémentaires, et le Pakistan pour 30 à 52.

Dans l'édition 2002 de l'annuaire du *SIPRI*, les chiffres avancés reflètent un changement important⁵⁸ : toujours 30 à 35 ogives pour l'Inde, mais 20 à 48 à présent pour le Pakistan, alors que ce dernier

avait donné des assurances sur le fait qu'il ne chercherait pas à assembler des têtes nucléaires supplémentaires⁵⁹. Il semblerait également que le Pakistan continue à produire de l'uranium enrichi à un rythme accéléré⁶⁰, même si le 28 mars 2002, lors de la Conférence des Nations unies sur le désarmement, le ministre des Affaires étrangères pakistanais, M. Abdul Sattar, déclarait que le Pakistan était en faveur de négociations pour l'adoption d'un traité interdisant la production de matière fissile⁶¹. De son côté, l'Inde élargit également son stock ; un second réacteur produisant du plutonium devrait devenir opérationnel en 2010, aux côtés de celui qui existe déjà à Trombay⁶².

3.3 Missiles auxquels on peut assembler une tête nucléaire

Les missiles pakistanais et indiens à capacité nucléaire sont tous balistiques⁶³, bien qu'il y ait un projet de missile de croisière indien. Comme pour les ogives nucléaires, les données divergent d'une source à l'autre ou sont inexistantes ; il est donc difficile d'en connaître le nombre exact et parfois même les caractéristiques. Les deux pays améliorent constamment la capacité balistique de leurs missiles pour pouvoir pénétrer en profondeur la défense adverse.

Ces missiles s'avèrent particulièrement efficaces pour le transport d'armes nucléaires dans les cas où la précision d'impact, c'est-à-dire la capacité d'atteindre une cible (comme une vaste région urbaine) est moins importante que la capacité de déjouer les systèmes de défense, car ils sont beaucoup plus difficiles à détecter et à intercepter que

56. In « 12 million could die in South Asia nuclear war », *International Herald Tribune*, 28 mai 2002.

57. In « India outguns enemy », *The Guardian*, 1 janvier 2002.

58. Bien sûr, il ne s'agit là que d'estimations, point sur lequel insistent les chercheurs du SIPRI.

59. *SIPRI Yearbook 2001*, p. 481.

60. Information reçue d'un chercheur du *SIPRI* par courrier le 23 juin 2002.

61. In « Arms Control Reporter 2002 », 612bFIS02 p. 1.

62. *SIPRI Yearbook 2001*, p. 478.

63. On définit les missiles balistiques comme étant des vecteurs propulsés par fusée, dotés d'un système de guidage quelconque, qui visent principalement à détruire des cibles terrestres et qui, pendant une large part de leur vol, suivent une trajectoire balistique (chute libre) ; les missiles de croisière suivent une trajectoire à basse altitude et sont propulsés par moteur aérobic.

les avions de combat. Une fois lancés, des missiles balistiques ne peuvent être rappelés ; vu leur vitesse appréciable et les distances plutôt courtes entre des cibles mutuelles dans des régions comme l'Asie du Sud, les délais d'intervention dont dispose chaque camp sont considérablement réduits, ce qui favorise les frappes préemptives⁶⁴.

L'Inde et le Pakistan possèdent tous deux des missiles balistiques mobiles, qu'ils peuvent déplacer d'un site à l'autre pour les protéger d'une attaque surprise ; l'inconvénient, c'est que cette mobilité les rend plus vulnérables au vol, à l'utilisation non autorisée, aux accidents physiques et aux ruptures de communication entre les quartiers généraux et le commandement sur le terrain⁶⁵.

L'Inde peut être considérée comme véritablement autonome en matière de conception et de production de missiles ; elle dispose entre autres des infrastructures nécessaires au développement et à la production de missiles balistiques à propergol liquide et solide⁶⁶. Les capacités pakistanaises sont moindres dans ce domaine ; le Pakistan n'a en effet pas de programme spatial et son infrastructure scientifique et industrielle est limitée. Il est donc contraint de recourir largement à l'importation de systèmes de missiles, de pièces, de connaissances spécialisées et de technologies connexes de pays étrangers, principalement de la Chine et de la Corée du Nord mais il déploie depuis quelques années des efforts considérables pour améliorer sa capacité de production intérieure⁶⁷.

En Inde

Les missiles PRITHVI (« terre », en hindi) : ce sont des missiles balistiques à courte portée (SRBM), utilisant du propergol liquide et à un seul étage. On peut monter sur Prithvi des ogives nucléaires de puissance de tête jusqu'à 20 kilotonnes. Leur charge utile est de 1.000 kg.

Le Prithvi I est un missile sol-sol, d'une portée de 150 km, utilisé par l'armée de terre. L'Inde en posséderait 20 à 50 selon l'*Annuaire stratégique*, 150 selon *The Military Balance*.

Le Prithvi II, utilisé par la force aérienne, a une portée de 250 km. L'Inde en posséderait 50, selon *The Military Balance*.

Le Prithvi III, ou Danush, est la variante maritime, d'une portée de 250 à 350 km. Nombre estimé : 100, toujours selon *The Military Balance*.

Les missiles AGNI (« feu », en hindi) sont des missiles balistiques de moyenne portée (IRBM), à propergol solide et à deux étages ; il en existe deux versions actuellement : Agni I de 1.500 km de portée, et Agni II de plus de 2.000 km de portée. Des ogives nucléaires d'une puissance de tête de 150 à 250 kilotonnes pourraient être montées sur Agni, selon le *Jane's Strategic Weapons System*⁶⁸. Testé le 17 janvier 2001, l'Agni II est en cours de production – 15 auraient déjà été construits fin 2001. Il pourrait atteindre n'importe quelle cible au Pakistan, ainsi que des villes du sud de la Chine comme Chengdu ou Kunming. Le 25 janvier 2002, l'Inde a également testé une nouvelle version d'Agni II, de portée plus courte (700 km).

Enfin, l'Organisation de recherche et de développement en matière de défense (ORDD) travaillerait au développement de l'Agni III, d'une portée de 3.500 km – qui permettrait à l'Inde de cibler Beijing. Il serait également question de développer un missile balistique intercontinental (ICBM), qui aurait une portée de 5.000 à 8.000 km et porterait le nom de Surya (soleil). Pour le fabriquer, il suffirait de modifier le « Polar Space Launch Vehicle », développé dans le cadre du programme spatial indien ; selon la CIA, cette conversion pourrait se faire dans un laps de temps relativement court (1 à 2 ans)⁶⁹.

Le missile Sagarika serait un missile SLBM (c'est-à-dire un missile balistique propulsé d'un sous-marin) d'une portée de 500 km, selon la CIA, SIPRI et l'*Annuaire stratégique*. Il est en cours de développement depuis 1991 mais ne sera opérationnel qu'en 2010 au plus tôt⁷⁰. *The Military Balance* et le « Monterey Institute of International Studies » le définissent plutôt comme missile SLCM, à savoir missile de croisière lancé à partir d'installations sur mer.

64. In « Prolifération des missiles balistiques », Rapport n° 2000/09, Service canadien du renseignement de sécurité, [http : / / www.csis-scrs.gc.ca/fra/miscdocs/200009_f.html](http://www.csis-scrs.gc.ca/fra/miscdocs/200009_f.html)

65. In « South Asian crisis highly treacherous », Aviation Week and Space technology, 10 juin 2002.

66. Bien qu'habituellement plus difficiles à développer et à produire que les propulseurs à propergol liquide, les propulseurs à propergol solide sont supérieurs sur le plan de la mobilité et de la rapidité.

67. In « Prolifération des missiles balistiques », *op. cit.*

68. In « Comparing India and Pakistan's strategic nuclear weapons capabilities », *Jane's online*, 30 mai 2002.

69. SIPRI Yearbook 2002 p. 561.

70. SIPRI Yearbook 2002 p. 561.

Au Pakistan

Le missile M-11 est un missile balistique à courte portée (SRBM), d'une portée de 300 km et d'une charge utile de 800 kg. Le Pakistan en aurait acheté 30 à la Chine, et ils seraient déployés sur le site de Sarghoda, à l'ouest de Lahore.

Le 26 mai dernier, le Pakistan procédait au premier test de son missile Ghaznavi (ou Haft-III), un autre missile SRBM à propergol solide, largement inspiré du M-11 chinois, d'une portée de 290 km et d'une charge utile de 500 kg. Il serait destiné à des frappes contre les troupes indiennes à la frontière indo-pakistanaise, et serait le pendant du Prithvi indien.

Quant aux missiles Ghauri, missiles IRBM sol-sol à un moteur et à propergol liquide, testés avec succès pour la troisième fois le 25 mai de cette année, il en existe deux versions : Ghauri I (Haft-5) d'une portée de 1.500 km et Ghauri II (Haft-6) d'une portée de 2.000 km. Les missiles Ghauri seraient largement basés sur le missile nord-coréen No Dong. Ils pourraient atteindre des villes telles que New Delhi ou Bombay en quinze minutes. Le Pakistan disposerait d'au moins 10 missiles Ghauri I, d'une charge utile estimée à 700 kg.

Le Complexe de défense nationale pakistanaise a commencé la production en série en février 2001 de son missile balistique IRBM à carburant solide et à un étage Shaheen I (Haft-1) d'une portée de 750 km, avec une charge utile de 500 kg. Il s'agirait d'une version modifiée du missile chinois M-9. Il semble que le Shaheen II (Haft-2), d'une portée pouvant aller jusqu'à 3.000 km, aurait une charge utile de 1.000 kg et serait à deux étages ; il est en cours de développement et pourrait être doté dans le futur d'une capacité nucléaire opérationnelle.

Pour le SIPRI, seuls les missiles Ghauri auraient actuellement une réelle capacité nucléaire.

3.4 Avions de combat pouvant transporter des armes nucléaires

Au préalable, il est utile de spécifier que les avions de combat répertoriés ci-dessous ne sont pas forcément tous affectés à des missions nucléaires, mais qu'ils en ont le potentiel.

En Inde

Notons que la base indienne la plus probable pour abriter des avions à charge nucléaire est Ambala, située à 525 km d'Islamabad ; il y a également la base Jaguar de Gorakhpur, plus éloignée du Pakistan (1.000 km) mais moins susceptible d'être la cible d'attaques pakistanaises⁷¹.

L'Inde possède plusieurs types d'avions de combat à capacité nucléaire, mais les plus appropriés seraient les MIG-27 et les Jaguar.

New Delhi a signé en décembre 2000 avec la Russie un accord pour la production sous licence d'ici 2017 de 140 avions de combat SU-30 MKI, appelés également Flanker. Ils s'ajouteront aux 40 qu'elle a achetés à la Russie (seulement 10 d'entre eux ont été livrés jusqu'à présent, l'adaptation au standard MKI en termes d'avionique et de systèmes de navigation prenant plus de temps que prévu). Ce sont les avions de combat les plus sophistiqués actuellement présents dans la région. Le rayon d'action des SU-30 MKI leur permet d'atteindre la totalité du territoire pakistanais ; ils pourraient même, avec l'aide de 4 avions tanker Il-78 commandés récemment à l'Ouzbékistan, pénétrer le Moyen-Orient pour dissuader par exemple les Etats arabes soutenant le Pakistan d'attaquer l'Inde⁷².

Quant aux Jaguar IS/IB, appelés aussi Shamsher (« épée » en hindi), d'origine franco-britannique, ils seraient au nombre de 88 d'après *l'Annuaire stratégique*. Leur rayon d'action est de 900 à 1.400 km selon les modèles, avec une charge utile de 4.775 kg. L'Inde en posséderait 131, selon le *SIPRI Yearbook* : les 40 premiers ont été livrés par British Aerospace, et les 91 autres ont été assemblés ou fabriqués par Hindustan Aeronautics. New Delhi est en train de négocier avec la Grande-Bretagne la modernisation de ces Jaguar pour améliorer leur capacité nucléaire⁷³.

71. In « South Asia crisis highly treacherous », *Aviation Week and Space Technology*, 10 juin 2002.

72. *SIPRI Yearbook 2002*, p. 382.

73. In « India turns to U.K. for Defense Equipment Needs », *Defense News*, 17-23 juin 2002.

Le Mig-27, dont l'Inde aurait 147 exemplaires selon l'Annuaire stratégique, est d'origine soviétique et est appelé en hindi Bahadur (vaillant). Hindustan Aeronautics en aurait assemblé sous licence 165, selon l'annuaire *SIPRI*. La base aérienne qui les abrite est probablement Hindan, au nord de New Delhi, à 640 km de Lahore. Le Mig-27 a un rayon d'action de 800 km et une charge utile de 4.000 kg.

Citons également les Mig-29 qui seraient au nombre de 64 avec un rayon d'action de 1.650 km et les Mirage 2000, 35 au total avec un rayon d'action de 1.850 km. L'Inde serait en train de moderniser ses Mig et Mirage 2000.

Au Pakistan

Une faiblesse de l'aviation de combat pakistanaise est le fait que pratiquement toutes les bases ne se trouvent qu'à une distance de 200 km de l'Inde, à moins de 10 minutes de vol ; elles sont donc très vulnérables à une attaque indienne.

L'avion de combat le plus important dans l'arsenal nucléaire pakistanais est le F-16, d'origine américaine et d'un rayon d'action variant de 1.600 à 2.500 km selon les modèles ; charge utile : 5.450 kg. Le Pakistan en aurait 32 en sa possession, il en avait commandé et payé 28 autres à Washington qui n'ont jamais été livrés pour cause d'embargo et

sont stockés dans le désert de l'Arizona. La plupart des F-16 pakistanais se trouvent à la base aérienne de Sarghoda, à 150 km au nord-ouest de Lahore. A cause des différentes sanctions américaines prises à son égard, le Pakistan n'a pu remettre à neuf ces F-16 qui datent des années 70 et sont quelque peu dépassés par rapport aux avions de combat indiens. Cette situation va bientôt changer, comme nous le verrons plus loin.

L'Annuaire stratégique fait aussi mention des avions A-5 Fantan, d'origine chinoise, au nombre de 60 et d'un rayon d'action de 2.000 km ; des Mirage V de fabrication française, au nombre de 64, rayon d'action de 4.000 km et enfin les Mirage III, 107 en tout, avec un rayon d'action de 4.000 km également.

Signalons enfin que le système aérien de défense de l'Inde est bien supérieur à celui du Pakistan et qu'elle développe depuis quelques années un plan de défense anti-missiles balistiques ambitieux, reposant essentiellement sur les technologies russe et israélienne. Néanmoins, on ne peut nier que la présence des armes nucléaires a considérablement affaibli la supériorité conventionnelle de l'Inde ; d'autre part, elle serait pour le moment incapable d'abattre un missile Ghauri lancé dans sa direction.

4. Autres armements de l'Inde et du Pakistan

4.1 L'armement conventionnel⁷⁴

Le choix nucléaire de l'Inde et du Pakistan conduit paradoxalement à une course aux armements conventionnels : le nucléaire stérilise en effet les risques de conflit conventionnel majeur sans exclure les affrontements de basse intensité, voire en les encourageant, puisque aucun des deux adversaires ne peut se permettre de pousser l'autre à franchir le seuil nucléaire. Il importe donc que les deux pays disposent de moyens de défense conventionnels suffisamment dissuasifs pour prévenir le recours au nucléaire⁷⁵.

4.1.1 Les effectifs

Numériquement, l'Inde dispose d'un avantage écrasant, mais certains prétendent que les troupes pakistanaïses sont réputées qualitativement supérieures⁷⁶.

En Inde

1.263.000 actifs et 535.000 réservistes, auxquels il faut ajouter des troupes paramilitaires diverses : 1.089.700 actifs et 1.027.000 réservistes.

Les effectifs des forces armées régulières se répartissent ainsi : 1.100.000 pour l'armée de terre, 110.000 pour la force aérienne et 53.000 pour la force navale ; les réservistes de la façon suivante : 300.000 pour l'armée de terre, 40.000 volontaires pour l'armée territoriale, 140.000 pour la force aérienne et 55.000 pour la force navale.

Les forces paramilitaires regroupent pas moins de 15 différents groupes tels que la police armée de l'Etat (400.000 hommes ; affectés au niveau de chaque Etat, mais en cas de besoin peuvent être mutés vers d'autres Etats), la défense civile (453.000, tous réservistes ; présents dans 135 villes de 32 états), la section *Home Guard* composée de volontaires non formés ; toute une série de groupes dépendant du ministère des Affaires intérieures, plus ou moins bien formés ; des gardes-côtes et gardes-frontières, dont une force spéciale comprenant 9.000 personnes, principalement d'origine tibétaine ; des forces de protection des chemins de fer, des sites militaires et des VIP.

Au Pakistan

Les forces armées régulières comprennent 620.000 hommes, auxquels s'ajoutent 513.000 réservistes ; 550.000 hommes sont affectés à l'armée de terre, 25.000 à la force navale et 45.000 à la force aérienne.

Les forces paramilitaires comptabilisent 288.000 individus, dont le groupe le plus important est la garde nationale avec 185.000 personnes, qui comprend une section féminine. Citons également les Rangers forts de 25 à 30.000 hommes. Les autres groupes sont essentiellement des forces de frontières et de sécurité maritime.

Au Cachemire, les forces d'opposition à l'Inde

Le nombre d'opposants armés s'élèverait en 2001 à environ 2.500 selon *The Military Balance 2001-2002*, à plus de 3.500 selon l'édition 2002 du *SIPRI Yearbook*. Et ce, sans compter les Talibans et membres d'Al-Qaeda qui les auraient renforcés depuis peu.

Le groupe Hizb-ul-Mujahideen, qui comptabilise plus de 1.000 hommes, en majorité des Cachemiri, opère à partir du Cachemire indien, ainsi que le groupuscule Al-Badr Mujahideen (50 hommes) ; tous les autres à partir du Cachemire pakistanais : Lashkar-e-Toyeba, Harkat-ul-Mujahideen, Jaish-e-Mohammed. Tous ces groupes auraient des fusils d'assaut AK-47 et AK-56, des fusils-mitrailleurs et des mines terrestres⁷⁷.

Forces ONU

Pour être complets, signalons que 2.140 soldats indiens servent sous les drapeaux de l'ONU, principalement pour l'UNMEE (frontière Ethiopie-Erythrée) et l'UNIFIL (au Liban). Côté pakistanais, ils sont 1.426, dont 837 servent⁷⁸ pour l'UNTAET (au Timor oriental) et 538 pour l'UNAMSIL (en Sierra Leone). A l'inverse, dans le cadre de l'UNOGIP

74. Sources principales : « *The Military Balance 2001-2002* » et « *L'année stratégique 2002* ».

75. In « Les enjeux régionaux autour du Pakistan », *Politique étrangère*, avril-juin 2002.

76. Voir « La guerre nucléaire ? pas forcément », *Le Soir*, 28 mai 2002.

77. In « Cachemire ni indien, ni pakistanais », *Le Courrier international* n° 606, 13-19 juin 2002.

78. Ou plutôt servaient, car cette force a été dissoute avec l'indépendance de Timor en mai 2002 et remplacée par une autre plus modeste, UNMISSET.

(United Nations Military Observer Group in India and Pakistan), on trouve 86 observateurs des Nations unies répartis de part et d'autre de la frontière indo-pakistanaise, provenant de 8 pays différents – Belgique, Chili, Danemark, Finlande, Italie, Corée du Sud, Suède et Uruguay.

4.1.2 Armement terrestre

L'armée de terre indienne dispose entre autres de 3.414 chars de combat et de 1.667 transporteurs de troupes blindés ; 4.175 pièces d'artillerie auto-tractionnées ; 1.795 missiles sol-air (SAM), 150 hélicoptères et quelques avions espions.

L'armée de terre pakistanaise serait forte de 2.300 chars de combat et 1.150 transporteurs de troupes blindés ; 1.467 pièces d'artillerie autotractées ; 1.400 missiles sol-air (SAM), 20 hélicoptères de combat et 107 hélicoptères transporteurs de troupes.

4.1.3 Force aérienne

Côté indien, la flotte aérienne est comprise entre autres de 738 avions de combat et de 22 hélicoptères armés – il y a aussi les avions et les hélicoptères de transport et des avions d'entraînement –, de quelques avions espions, un nombre non précisé de missiles air-air et air-sol (dont les Prithvi II) et 280 missiles sol-air.

Au Pakistan, la force aérienne consiste essentiellement en 353 avions de combat à côté des avions et hélicoptères de transport de troupe et d'entraînement, et d'un nombre non précisé de missiles air-air et air-sol et de missiles radar.

4.1.4 Force navale

Dans sa « doctrine navale » de décembre 1999, l'Inde s'est fixé des objectifs élevés pour développer de façon significative sa force navale ces prochaines années, y compris sa capacité à faire face à la piraterie dans le détroit de Malacca. Les progrès sont lents, mais la flotte navale indienne devance de loin toutes les autres de la région. Pour le moment, elle comprend notamment 16 sous-marins, 1 porte-avion (un second est en cours d'acquisition auprès de la Russie, *The Admiral Gorshkov* et l'Inde viendrait de faire une offre d'achat à la Grande-Bretagne pour un porte-avion *HMS Invincible* de la British Royal Navy⁷⁹), 8 destroyers, 11 frégates, 7 corvettes et pour l'avia-

tion navale, 95 avions de combat et 82 hélicoptères armés.

D'importants efforts sont aussi consentis pour améliorer les installations sur mer de lancement de missiles. Quant au projet de sous-marin nucléaire ATV, en développement depuis 20 ans, il n'est pas prêt d'aboutir pour différentes raisons (problèmes techniques, manque de financement). New Delhi cherche plutôt à obtenir 1 ou plusieurs sous-marins nucléaires russes sous contrat de leasing. Elle modernise aussi ses vieux sous-marins et les équipe de missiles dont certains pourraient devenir vecteurs nucléaires.

Au Pakistan, la flotte comprend principalement 8 frégates, 10 sous-marins, et pour l'aviation navale, 5 avions de combat et 9 hélicoptères armés. Le Pakistan continue à moderniser sa flotte navale qui reste toutefois bien modeste face à celle de son grand voisin indien, avec un budget de 400 millions USD pour l'année 2002. « *There is no desire on our part to match India ship-for-ship* » (« Nous ne visons pas à la parité avec l'Inde en matière de flotte navale ») déclarait dernièrement l'Amiral Abdul Aziz Mirza, chef du personnel de la marine⁸⁰. La priorité actuelle est d'acquérir de nouvelles frégates Jiangwei II d'origine chinoise, dont la commande avait été suspendue il y a quelques années pour cause de restrictions budgétaires. Il est aussi question de construire une nouvelle base navale militaire à Gwadar, à 240 km de Karachi.

La stratégie navale pakistanaise est strictement défensive et repose sur une force de dissuasion sélective, selon l'amiral Abdul Aziz Mirza. Cependant, le 24 août 2002, la marine pakistanaise lançait son premier sous-marin fabriqué au Pakistan, de type Agosta 90-B, armé de quatre tubes lance-torpilles et d'un système électronique de combat français. « Le Pakistan a rejoint le club élitiste des quelques pays dans le monde qui peuvent fabriquer des sous-marins » s'est félicité l'Amiral⁸¹. Baptisé « Saad » du nom du célèbre guerrier musulman, le sous-marin a été assemblé à Karachi avec l'aide d'ingénieurs et techniciens français de la direction de la construction navale (la DCN).

79. In « India Turns to U.K. for Defense Equipment Needs », *Defense News*, 17-23 juin 2002.

80. In « Interview of Admiral Abdul Aziz Mirza », *Jane's Defense Review*, 31 juillet 2002.

81. In « Le Pakistan construit son premier sous-marin », *La Libre Belgique*, 26 août 2002.

4.1.5 Armes légères

Signalons enfin que *l'Annuaire des armes légères* de 2002⁸² répertorie 47.700.000 armes à feu en Inde : 40 millions aux mains des civils, 7 millions aux mains des militaires, 600.000 dans celles de la police et 100.000 pour les insurgés ; au Pakistan, on compte 23.400.000 armes à feu : 20 millions aux mains des civils, 3 millions dans celles des militaires et 400.000 pour la police.

4.2 Les armes biologiques et chimiques⁸³

Les deux frères ennemis se trouvent tous deux sur la liste des 20 pays suspectés de détenir des armes chimiques et biologiques, liste établie par les services de renseignement américains.

L'Inde a ratifié en 1974 la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes bactériologiques (biologiques) ou à toxines et sur leur destruction⁸⁴ de 1972, communément appelée « Convention sur les armes biologiques et toxiques ». Certains services de renseignements estiment que New Delhi possède néanmoins de telles armes, ce qui est difficilement vérifiable mais plausible : elle a réussi en effet à développer ces dernières années une importante industrie pharmaceutique de pointe. Elle aurait en tous cas des capacités de défense contre les armes biologiques, avec son programme de recherche sur différentes maladies telles que la peste, la brucellose et la variole.

Quant aux armes chimiques, après l'avoir nié pendant des années, l'Inde a reconnu en avoir en sa possession en juin 1997. Des chercheurs chinois estiment le stock d'armes chimiques de l'Inde à environ 1.000 tonnes ; il s'agirait principalement de l'agent moutarde et le stock serait réparti sur cinq sites de production. Selon les termes de la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction que l'Inde a signée en 1993 et ratifiée en 1996, 45% de ces armes doivent être détruites en 2004 et les 55% restants en 2007.

La presse pakistanaise a rapporté à plusieurs reprises durant l'année 2000 que l'Inde accumulerait des stocks de phosgène, tabun, sarin, soman et autres gaz neurotoxiques, et qu'elle aurait vendu du phosgène à l'Irak quelque temps avant la guerre du Golfe. L'Inde aurait déjà utilisé des armes chimiques contre les troupes pakistanaises le long de la ligne de contrôle au Cachemire, contaminant le territoire. La presse a alors exercé des pressions envers le gouvernement pour qu'il porte l'affaire devant les Nations unies et qu'une enquête soit menée sur les éventuelles violations par l'Inde de ses engagements pris dans le cadre du CAC ; le gouvernement pakistanais ne l'a pas fait – craignait-il une enquête similaire sur son territoire ?

Le Pakistan a lui aussi ratifié la Convention sur les armes biologiques et toxiques en 1974. Il n'aurait pas d'armes biologiques en sa possession, mais par contre le pays regorge de scientifiques biomédicaux et biochimiques talentueux, ainsi que de laboratoires bien équipés qui lui permettraient, s'il le souhaitait, de mettre sur pied rapidement un programme sophistiqué de développement d'armes biologiques. En 1996, les Etats-Unis ont révélé qu'Islamabad menait des activités de recherche-développement dans le domaine biologique à application militaire possible.

Il a également signé en 1993 et ratifié en 1997 la Convention sur les armes chimiques ; selon les termes de cette Convention, il se devait de déclarer toute arme chimique qu'il posséderait ou qu'il aurait possédée dans le passé : il n'en a déclarée aucune. Certains analystes soupçonnent cependant Islamabad de soutenir le développement d'un programme chimique offensif.

82. « *Small Arms Survey 2002* », The Graduate Institute of International Studies of Geneva, Oxford University Press, 2002.

83. Source : Monterey Institute of International Studies : <http://cns.miiis.edu>

84. LAVIELLE Jean-Marc, *Droit International du Désarmement et de la maîtrise des armements*, L'Harmattan, Paris, 1997.

5. Budget et importations⁸⁵

5.1 Budget de la défense dans les 2 pays

L'Asie du Sud est la région où les dépenses militaires ont augmenté de la façon la plus constante et la plus rapide dans les années 90 – une augmentation de 54% en termes réels sur les dix dernières années, et de 26% pour la seule période 1998-2001.

Au cours de ces dernières années, l'Inde s'est embarquée dans un programme ambitieux visant à restructurer, moderniser et rééquiper ses forces armées. Le budget de la défense s'élevait à un peu plus de 10 milliards USD en 1998. Il a ensuite été augmenté de plus de 20% en 1999 ainsi qu'en 2000, et enfin de 4% en 2001 pour atteindre cette année-là le montant de 15,3 milliards USD; les dépenses militaires représentent 2,82% du PIB, ce qui équivaut à 12 USD par habitant.

Le budget militaire du Pakistan de 2001 s'élève lui à 3,3 milliards USD, les dépenses militaires représentant 4,71% du PIB ce qui équivaut à 20 USD par habitant. Notons qu'au Pakistan, les difficultés économiques n'ont pas fait évoluer à la hausse le budget de la défense en 2001. Le Pakistan se trouve néanmoins sur la liste des 20 pays dont les dépenses militaires pèsent le plus lourd, en termes de pourcentage du PNB⁸⁶.

On peut s'interroger sur la part que représente l'armement nucléaire dans ce budget; mais au nom du secret, New Delhi et Islamabad ont toujours refusé de révéler le coût de leurs armes nucléaires ou de leurs systèmes de lancement. Dans un paradoxe apparent, la facture de l'arsenal nucléaire pakistanais pèse un peu moins lourd: le Pakistan recourt de façon plus importante aux fournisseurs étrangers alors que l'Inde a opté pour la production domestique maximale.

Dans son étude intitulée « Le coût des armes nucléaires en Asie du Sud »⁸⁷, Peter Lavoy estimait en 1999 que « sur la base de coûts probables de la main d'œuvre, des installations et des matériaux, on peut calculer que chaque Etat a consacré plus d'un milliard de dollars à la conception et à la fabrication d'un petit nombre de missiles à capacité nucléaire (missiles Prithvi et Agni pour l'Inde et Ghauri et Shaheen pour le Pakistan). Chacun a sans doute dépensé cinq

fois plus pour la production des matériaux fissiles et la fabrication de quelques armes nucléaires. Ce ne sont là que certains des coûts de ces nouveaux programmes nationaux d'armement nucléaire et de missiles. Il faut encore se préoccuper du montant de la facture de l'établissement de forces crédibles de dissuasion nucléaire ».

M. Lavoy fait également remarquer que selon des estimations indiennes, un seul missile Agni coûterait autant que la gestion annuelle de 13.000 centres de santé et qu'on pourrait construire plus de 3.000 unités de logements publics pour le prix d'une seule ogive nucléaire. D'autre part, le Pakistan pourrait éduquer et nourrir la quasi-totalité de ses enfants pour le coût de l'arsenal d'armes nucléaires et de missiles dont il a entrepris de se doter pour leur « protection ».

5.2 Qui sont les fournisseurs d'armes et de matériel nucléaire ?⁸⁸

5.2.1 Les évolutions récentes

Le GRIP faisait déjà remarquer en 1998 que les responsabilités occidentale, russe et chinoise étaient patentes dès l'instant où ces Etats et leurs industries ont fourni progressivement à ces deux pays les technologies et indirectement l'expertise dans le domaine électronucléaire civil. On sait combien sont ténues les frontières avec le nucléaire militaire – mais il y a les jeux d'influence, les retombées économiques, les trafics illégaux, les intérêts géopolitiques et l'espionnage industriel⁸⁹.

Dans son annuaire 2002, le SIPRI relève que « les transferts d'armes vers l'Inde et le Pakistan sont les exemples les plus frappants de l'échec des

85. principales sources: *The Military Balance 2001-2002*, *The Arms Control Reporter*, éditions 2001 et 2002, *L'Année stratégique 2002*, *Sipri Yearbook 2001* et *2002*.

86. *Sipri Yearbook 2002*, tableau 6.4 p. 238 : « Countries with the highest defence burden in 1999 : social and military expenditure as a share of gross domestic product, 1995-2000 ».

87. Que l'on peut consulter à l'adresse suivante : <http://usinfo.state.gov/journals/itps/0999/ijpf/frlavoy.htm>

88. Pour des données exhaustives (dans le domaine de l'armement conventionnel), nous recommandons aux lecteurs et lectrices de consulter l'Annuaire SIPRI qui répertorie chaque année tous les transferts et productions sous licence des principales armes conventionnelles.

89. In *Concepts et potentiels nucléaires 1999-2000*, André Dumoulin, Les Rapports du GRIP, 98/3.

Tableau 2. Les importations d'armement conventionnel de l'Inde et de Pakistan
(en millions USD, à prix constants 1990)

| Rang (1997-2001) | Pays | 1997 | 1998 | 1999 | 2000 | 2001 | 1997-2001 |
|---------------------|---------------|--------|--------|--------|--------|--------|-----------|
| 5 | Inde | 1.502 | 551 | 1.062 | 531 | 1.064 | 4.710 |
| 10 | Pakistan | 624 | 588 | 797 | 163 | 759 | 2.931 |
| | Total mondial | 24.832 | 23.325 | 21.179 | 15.165 | 16.231 | 100.732 |

Source : SIPRI Yearbook 2002, table 8A.1 pp. 403-406.

restrictions des transferts d'armes vers des régions où règnent des tensions ou la guerre »⁹⁰.

La plupart des grands fournisseurs d'armes du monde, y compris européens, ont continué en effet à approvisionner les deux pays en armement, malgré l'adoption par les 15 d'un Code de conduite en juin 1998 visant à réglementer les ventes d'armes à des pays susceptibles de les utiliser à des fins de répression interne ou d'agression externe. Notons l'exception des Etats-Unis (ainsi que du Japon et de l'Australie) qui, suite aux essais nucléaires de mai 1998, ont décrété un embargo unilatéral et imposé des sanctions économiques et des restrictions commerciales coûteuses aux deux pays.

Dès le 22 septembre 2001, quelques jours seulement après les attentats du 11 septembre, le président Bush annonce que ces sanctions sont levées « dans l'intérêt de la sécurité nationale des Etats-Unis »⁹¹. On assisterait à présent à une accélération de la compétition entre Washington et Moscou dans la région : d'abord pour conserver ou élargir leur influence stratégique, mais aussi pour procurer de nouveaux marchés à leurs industries d'armement⁹².

La mobilisation des troupes en janvier 2002 le long de la ligne de contrôle du Cachemire et les affrontements de mai 2002 ont, semble-t-il, donné lieu à des suspensions de fournitures d'armes vers les deux pays, ou du moins occasionné des débats à ce propos dans plusieurs pays occidentaux, comme en Grande-Bretagne ou aux Pays-Bas.

Le tableau ci-dessus reprend le volume des importations d'armes conventionnelles des deux pays pendant la période 1997-2001, en millions de dollars américains :

Pour la période 1997-2001, L'Inde est le cinquième importateur mondial d'armes conventionnelles, le Pakistan le dixième. Ces deux pays dépendent donc largement des importations d'armes, même si l'Inde vise depuis longtemps à mettre

sur pied une industrie d'armement nationale capable de développer et de produire des armes sophistiquées. Rappelons tout de même qu'elle est devenue autonome en matière de conception et de production de missiles⁹³, ce qui n'est pas le cas du Pakistan, dont la politique en matière d'industrie de l'armement est modeste, se bornant pour l'essentiel à produire des armes légères de facture étrangère⁹⁴. Néanmoins, ces deux pays sont eux-mêmes exportateurs d'armes, à échelle très limitée il est vrai ; l'Inde fournit par exemple des hélicoptères et des véhicules de combat anti-mines à Kathmandu, pour combattre l'insurrection maoïste⁹⁵.

5.2.2 Fournisseurs de l'Inde

La Russie reste le principal fournisseur de l'Inde, à hauteur de 72%⁹⁶ ; en termes économiques, les ventes d'armes représentaient 80% des échanges russo-indiens en 2000. En février de cette année encore, Klebanov, le Vice-premier ministre, est venu en Inde pour conclure un important accord militaire, comprenant entre autres la livraison d'un porte-avion (*the Admiral Gorshkov*) et 2 bombardiers TU-22 à capacité nucléaire⁹⁷. Trois protocoles militaires généraux ont été signés, ouvrant la voie à d'importantes ventes de systèmes conventionnels air, terre et mer. Citons encore le récent contrat pour la fabrication sous licence de

90. SIPRI Yearbook 2002, p. 380.

91. US White House, *Presidential Determination* 2001-28, 22 septembre 2001.

92. In « The Great Game Renewed ? US-Russian Rivalry in the Arms Trade of South Asia », *Security Dialogue*, vol.33(2):127-140, Sage Publications, 2002.

93. Voir chapitre 3.3 de ce rapport.

94. *Sipri Yearbook 2002*, p. 381.

95. In « India assures Nepal of continued support », *Jane's Defense Review*, 3 juillet 2002.

96. « De nombreux pays ont armé les deux belligérants », *Le Monde*, 6 juin 2002.

97. « Missile Tests and Military Tension in South Asia », *The Acronym institute online* n° 63, mars 2002.

Tableau 3. Les importations d'armement conventionnel de l'Inde de 1992 à 2001
(en millions USD, à prix constants 1990)

| Pays d'origine | 1992 | 1993 | 1994 | 1995 | 1996 | 1997 | 1998 | 1999 | 2000 | 2001 | Total 92-01 | % du total |
|-----------------|------|------|------|------|------|-------|------|------|------|------|-------------|------------|
| Russie | 454 | 278 | 217 | 570 | 628 | 1.147 | 382 | 921 | 420 | 901 | 5.918 | 72 |
| Pays-Bas | 71 | 71 | 71 | 74 | 71 | 83 | 77 | 53 | 18 | 39 | 628 | 8 |
| Allemagne | 117 | 18 | 182 | 22 | 11 | 7 | | | 33 | | 450 | 5 |
| Grande-Bretagne | 81 | 10 | 12 | 91 | 20 | 46 | 12 | 29 | | 20 | 321 | 4 |
| France | 37 | 31 | 31 | 30 | 26 | 20 | 1 | 19 | 19 | 19 | 233 | 3 |
| Slovaquie | | | | 67 | 74 | 74 | | | | | 215 | 3 |
| Israël | | | | | | 27 | 39 | 8 | 11 | 55 | 140 | 2 |
| Ukraine | | | | | | 55 | 17 | 17 | 17 | 17 | 123 | 1 |
| Singapour | 8 | 2 | | | | 38 | 19 | | | | 67 | 1 |
| Kirghizistan | | | | 57 | | | | | | | 57 | 1 |
| Italie | | | | | | | | | 10 | 10 | 20 | 0 |
| Corée du Sud | | 4 | | | 4 | 4 | 4 | | | | 16 | 0 |
| Afrique du Sud | | | | | | | | 6 | 3 | 2 | 11 | 0 |
| Pologne | | | | | | | 1 | 9 | | | 10 | 0 |
| Etats-Unis | 10 | | | | | | | | | | 10 | 0 |
| TOTAL | | | | | | | | | | | 8.219 | 100 |

Source : SIPRI arms transfers database, 2002.

140 avions de combat Sukhoi-30, la commande de plusieurs frégates de classe Krivak-3 ainsi que de 310 tanks de combat T-90S (destinés à remplacer les vieux tanks Vijayanta et à contrebalancer l'achat récent de 320 tanks T-80UD par le Pakistan à l'Ukraine).

Deux sous-marins nucléaires russes pourraient aussi renforcer la flotte navale indienne en 2004, par un contrat de leasing. Le 12 février signature d'un autre contrat de 1,5 milliards USD pour la fourniture de 2 réacteurs russes destinés à la centrale nucléaire de Kudankulam. Ces contrats s'inscrivent dans le cadre du mémorandum of understanding confidentiel signé lors de la visite du président Poutine en Inde en 2000, qui porte sur la coopération nucléaire entre les deux pays.

La Russie est suivie par les Pays-Bas (8%), l'Allemagne (5%), le Royaume-Uni (4%), la France (3%), la Slovaquie (3%) et Israël (2%). Autres fournisseurs de moindre importance au cours de la période 1992-2001 : l'Ukraine, Singapour, le Kirghizstan, l'Italie, la Corée du Sud, l'Afrique du Sud, la Pologne et les Etats-Unis.

Israël est devenu en 2002 le second fournisseur d'armes de l'Inde⁹⁸, et l'Inde son premier client. Tenus assez secrets, les échanges militaires se sont fort développés au cours de ces dernières années, notamment dans le secteur nucléaire. On sait que ces pays s'entraident pour le développement de missiles à longue et moyenne portée

pouvant transporter des têtes nucléaires, et qu'Israël pourrait vendre prochainement à l'Inde son système d'alerte et de contrôle *Phalcon* (« Phalcon airborne warning and control system »)⁹⁹. Elle a signé dernièrement avec New Delhi un contrat de 270 millions USD pour la vente de son système de défense anti-missiles Barak-1. Il y a en cours d'examen la vente par la société israélienne Soltam de 200 pièces d'artillerie autotractées ainsi que la fourniture de 500 ballons d'observation statiques et d'un certain nombre de drones (avions espions sans pilote).

La collaboration entre les deux pays est également intense dans le domaine du renseignement, surtout en ce qui concerne la surveillance du potentiel nucléaire pakistanais et les activités de certaines organisation islamiques pakistanaises. Le 4 juin 2002, le directeur-général adjoint du ministère des Affaires étrangères israélien, Zvi Gaby, déclarait : « Nous allons renforcer notre coopération avec l'Inde. Maintenant plus que jamais, nous avons un sujet mutuel de préoccupation, qui implique le contre-terrorisme. »¹⁰⁰

98. « Israel to speed Indian arms deliveries », *Defense News*, 10-16 juin 2002 et « Israël à la rescousse de l'Inde », *le Soir*, 4 juin 2002.

99. *Strategic Survey 2001/2002*, p. 256.

100. « Our cooperation with India will continue to be strengthened. Now, more than ever, we have a mutual topic to deal with which involves counterterrorism » in « Israel to speed Indian arms deliveries », *Defense News*, 10-16 juin 2002.

Quant aux **Etats-Unis**, ils devraient bientôt expédier à New Delhi 6 exemplaires de leur système radar Firefinder ainsi que 40 engins F404¹⁰¹ destinés à son aviation de combat légère (LCA). Il y a en tout en cet été 2002, 20 contrats en examen avec des industries d'armement américaines, pour une valeur totale de 1 milliard USD¹⁰².

Déjà durant la présidence Clinton, les USA s'étaient mis à courtiser l'Inde, perçue comme un contre-poids potentiel à la puissance chinoise dans la région. De leur côté, les Indiens, qui veulent tenir un rang d'importance dans un monde multipolaire, semblent chercher davantage la reconnaissance et le soutien des Etats-Unis que ceux des Nations unies ou des voisins asiatiques¹⁰³.

Le président Bush, dès son arrivée au pouvoir, fait aussi les doux yeux à l'Inde, mais doit faire quelque peu marche arrière après le 11 septembre, son alliance avec le Pakistan étant prioritaire. Cependant, en novembre 2001, le secrétaire américain à la Défense Donald Rumsfeld fait part de la volonté américaine de reprendre les contacts militaires avec l'Inde, y compris pour la vente de technologie de défense. Dès le mois de décembre, le groupe bilatéral de politique de la défense (« *bilateral defense policy group* »), dont les travaux avaient été suspendus suite aux essais nucléaires de l'Inde en 1998, est réactivé. En janvier 2002, c'est le ministre indien de la défense, George Fernandes, qui se rend à Washington pour signer le *General Security of Military Information Agreement* qui ouvre la porte à de larges ventes d'équipement militaire américain à l'Inde en échange de garanties indiennes pour la protection des « technologies classifiées » (*classified technologies*).

Le groupe bilatéral de politique de la défense tient à nouveau une réunion fin mai 2002, pendant laquelle les Etats-Unis proposent un *Master Information Exchange Agreement*¹⁰⁴ qui devrait être signé fin de l'année. Cet accord permettra les échanges d'informations entre les scientifiques et laboratoires militaires des deux pays. Quant aux ventes d'armes et de technologie sensibles d'Israël à l'Inde, elles préoccupent le gouvernement américain qui demande à Tel Aviv de faire preuve de retenue en la matière.

Dans les prochaines années, l'Inde pourrait importer davantage d'armes en provenance des pays occidentaux et d'Israël que de la Russie, selon

des estimations récentes.¹⁰⁵ Elle est par exemple en négociation avec la Grande-Bretagne pour un accord portant sur des importations d'armes d'une valeur de 3 milliards USD, sur 5 ans. La Russie est consciente de ce danger et réagit, par exemple en multipliant les possibilités de leasing et en proposant à l'Inde de l'armement de haute technologie à moindre coût¹⁰⁶.

5.2.3 Fournisseurs du Pakistan

Durant la décennie écoulée, le Pakistan a reçu le tiers de ses équipements militaires de la Chine et un quart de l'Ukraine. Selon le Stockholm International Peace Research Institute, l'Inde exercerait des pressions envers certains pays pour qu'ils n'exportent pas ou cessent d'exporter des armes au Pakistan. La France reste un fournisseur important, mais ses armes sont chères ; le Pakistan doit donc surtout compter sur les importations d'armes chinoises, même s'il considère qu'elles sont de second rang¹⁰⁷.

C'est d'ailleurs la **Chine** qui a permis au Pakistan de construire son arsenal nucléaire; le Pakistan lui doit en effet sa bombe atomique, par son assistance technique tout au long des années 90, la construction d'une centrale nucléaire à Chashma ouverte en 1999 (325 Mw) ou encore la fourniture de missiles M11. Pour la Chine, il importe alors avant tout que l'Inde ne soit pas la seule puissance nucléaire de l'Asie du Sud, le Pakistan est perçu comme le parfait contre-poids à la puissance nucléaire indienne. Les experts stratégiques chinois regretteraient à présent d'avoir armé le Pakistan¹⁰⁸, pays devenu instable et incontrôlable. La Chine prend à présent ses distances, notamment à la demande des Etats-Unis: elle a ainsi refusé de soutenir le Pakistan lors de sa tentative d'incursion à Kargil (Cachemire indien) il y a 18 mois et a entre-temps plus d'une fois pris le parti de l'Inde contre

101. In « Cash Infusion Helps India Put LCA Back on Track », *Defense News*, 17-23 juin 2002.

102. In « Arms Control Reporter 2002 », 707e2CAR02 p. 9.

103. In « La stratégie de l'Inde: un changement de paradigme ? », *Politique étrangère*, avril-juin 2002.

104. In « India-U.S. Military Ties Trickle Down to Lab Scientists », *Defense News*, 17-23 juin 2002.

105. In « India Turns to U.K. for Defense Equipment Needs », *Defense News*, 17-23 juin 2002.

106. In « US-Russian Rivalry in the Arms Trade of South Asia », *op. cit.*, p. 135.

107. *SIPRI Yearbook 2002*, p. 382.

108. La Chine a recentré sa stratégie, *Le Soir*, 4 juin 2002.

Tableau 4. Les importations d'armement conventionnel du Pakistan de 1992 à 2001
(en millions USD, à prix constants 1990)

| Pays d'origine | 1992 | 1993 | 1994 | 1995 | 1996 | 1997 | 1998 | 1999 | 2000 | 2001 | Total 92-01 | % du total |
|------------------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|-------------|------------|
| Chine | 111 | 537 | 207 | 174 | 70 | 25 | 23 | 5 | 55 | 516 | 1.723 | 32 |
| Ukraine | | | | | | 420 | 440 | 420 | | | 1.280 | 24 |
| France | 59 | 5 | 5 | 3 | 59 | 5 | 62 | 338 | 104 | 158 | 798 | 15 |
| Grande-Bretagne | | 169 | 340 | | | | | | | | 509 | 9 |
| Etats-Unis | 16 | 16 | 16 | 16 | 194 | 126 | 16 | 5 | | | 405 | 8 |
| Italie | 64 | 64 | 64 | 64 | 64 | | | | 1 | 38 | 359 | 7 |
| Russie | | | | 34 | 81 | | | | | | 115 | 2 |
| Pays-Bas | | | 44 | 1 | | 19 | 19 | | | | 83 | 2 |
| Biélorussie | | | | | | 26 | 26 | 26 | | | 78 | 1 |
| Suède | 3 | 19 | 3 | 3 | 3 | 3 | 3 | 4 | 4 | 4 | 49 | 0 |
| Liban | | | | | | | | | | 45 | 45 | 0 |
| Nouvelle-Zélande | 3 | | 3 | | | | | | | | 6 | 0 |
| Slovaquie | | 0 | | | | | | | | | 0 | 0 |
| TOTAL | | | | | | | | | | | 5.450 | 100 |

Source : SIPRI arms transfers database, 2002.

celui du Pakistan. Pékin voit d'un mauvais œil les difficultés d'Islamabad à contrôler les mouvements islamistes les plus radicaux, actifs au Cachemire indien mais aussi au Xinjiang chinois. Mais en 2000, le Pakistan a encore commandé 40 avions de combat F-7MG Chengdu et la production sous licence de 15 tanks de combat très puissants, Al-Khalid.

L'Ukraine est devenue un fournisseur important du Pakistan, avec la vente récente de 320 chars T-80 UD (qui datent de l'ère soviétique !)¹⁰⁹. On trouve ensuite la France (avec 15% ; elle aurait notamment livré des Mirages II et III, des avions Atlantic de surveillance maritime, des hélicoptères et des sous-marins), le Royaume-Uni (9%), les Etats-Unis (8%, avant l'embargo), l'Italie (7%), les Pays-Bas (2%), et même la Russie, avec 2% également... Traditionnellement, la Russie limite fortement ses exportations d'armes vers le Pakistan, pour conserver sa relation privilégiée avec l'Inde. Mais au lendemain des attentats du 11 septembre 2001, elle a annoncé qu'elle allait vendre 16 hélicoptères Mi-17 au Pakistan et que d'autres exportations militaires pourraient suivre¹¹⁰. Autres fournisseurs de moindre importance: le Liban, la Slovaquie, la Suède, la Nouvelle-Zélande ou encore la Biélorussie.

Les Etats-Unis ont joué un jeu opportuniste face au programme nucléaire pakistanais dans les années 80 : Islamabad ayant contrevenu à certaines dispositions américaines mises en place pour contrer la prolifération nucléaire dès 1976, les Etats-

Unis ont décidé d'appliquer des sanctions économiques et de suspendre leurs aides militaires à cet Etat. A peine les amendements Sygminton et Glenn sont-ils promulgués, que la Russie envahit l'Afghanistan : le Pakistan devenant alors un partenaire stratégique dans cette région, ces amendements seront mis au frigo et les Etats-Unis fourniront au Pakistan un équipement militaire moderne censé le faire renoncer à se doter de l'arme nucléaire ; dès le retrait des troupes soviétiques en 1989, les amendements seront remis à l'ordre du jour et appliqués...¹¹¹

Rappelons que de nouvelles sanctions avaient été prises suite aux essais nucléaires de 1998, aussi bien à l'encontre de l'Inde que du Pakistan, et qu'elles furent levées par le président Bush au lendemain des attentats du 11 septembre. Dans la foulée, le Sénat américain a approuvé une loi qui autorise le Président à suspendre l'application des « restrictions 508 » au Pakistan pour 2 ans...¹¹²

Dès novembre 2001, le président Musharraf a présenté à son homologue américain une liste

109. In « The Great Game Renewed ? US-Russian Rivalry in the Arms Trade of South Asia », *op. cit.*, p. 132.

110. In « The Great Game Renewed ? US-Russian Rivalry in the Arms Trade of South Asia », *op. cit.*, p. 135.

111. In « le Pakistan : puissance nucléaire », *Damoclès* n° 92, 1/2002.

112. Suite au coup d'Etat militaire du général Musharraf le 12 octobre 1999, la section 508 du « Foreign Appropriations Act » avait été appliquée au Pakistan; cette disposition interdit l'aide militaire aux pays dont le gouvernement élu est renversé par un coup d'Etat (in « The Great Game Renewed ? US-Russian Rivalry in the Arms Trade of South Asia », *op. cit.*, p. 132).

d'importations militaires souhaitées (« *a wish list* »), dont de nouveaux F-16 – ce que les Etats-Unis ont refusé. Par contre, Musharraf a obtenu – outre les aides économiques et le rééchelonnement de la dette¹¹³ – que le Pakistan soit le pays qui reçoive le plus gros montant de l'aide militaire américaine pour l'an 2002 : 75 millions de USD, qui permettront notamment l'achat de pièces de rechange pour les vieux F16 et la remise à neuf de transporteurs de troupes, mais surtout le transfert de 6 hélicoptères de combat américains Apache AH-64, très sophistiqués, capables de détruire les tanks modernes indiens.

La Corée du Nord devient aussi un partenaire important du Pakistan, en termes d'échanges de technologie nucléaire – notamment pour les missiles Ghaznavi, testés en mai 2002.

Notons que le Pakistan fait preuve d'une certaine prudence dans ses achats d'armement américain¹¹⁴ : il craint en effet que les Etats-Unis ne suspendent la livraison de l'équipement commandé – en cas de détérioration des relations avec l'Inde, par exemple. Des fournisseurs comme la Chine, la Corée et l'Ukraine sont beaucoup plus « fiables » à ce point de vue.

5.2.4 Quid de la Belgique ?

On se souvient de « l'affaire Alstom » qui avait provoqué le premier orage au sein de la coalition arc-en-ciel en 1999 : Olivier Deleuze, secrétaire d'Etat à l'Energie, à qui il revenait d'accorder les licences d'exportation de matériel et de technologie nucléaires, avait suspendu celle de la société belge Alstom qui voulait exporter du matériel nucléaire civil au Pakistan, arguant du fait que ce pays n'avait pas adhéré au Traité de non-prolifération des armes nucléaires (TNP).

Les débats furent agités en Conseil des ministres, et conclus finalement par un compromis à la belge : la compétence du Secrétaire d'Etat à l'Energie fut transférée aux ministres des Affaires étrangères et de l'Economie ; la suspension de la licence d'exportation fut levée, mais son exécution fut assortie de conditions telles qu'elle ne fut jamais exécutée : le Pakistan devait notamment s'engager à accepter le régime de « *full scope safeguards* », c'est-à-dire le contrôle par l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) de toutes ses installations ayant un quelconque rapport

avec des activités nucléaires, sur l'ensemble de son territoire – ceci afin de prévenir un éventuel détournement militaire de matériel à usage civil. Il fut également décidé que l'application de cette condition constituerait dorénavant la ligne de conduite de la politique du gouvernement belge en la matière.

Signalons qu'un physicien nucléaire pakistanais est venu étudier plusieurs années au Centre d'études nucléaires (CEN) à Mol, fin des années 80 – début des années 90, et qu'il est devenu l'un des principaux responsables du programme nucléaire au Pakistan – chez nos voisins allemands, c'est le docteur Abdul Qadeer Khan, considéré comme le père du programme nucléaire pakistanais, qui suivra des études d'ingénieur et volera divers secrets de fabrication de centrifugeuses à gaz permettant d'enrichir l'uranium. Il reviendra aussi dans son pays avec une liste des fournisseurs susceptibles de fournir les composants nécessaires à la réalisation de ses appareils ; ce serait ainsi avec l'aide plus ou moins officielle de pays occidentaux, dont les Etats-Unis, la France, la Grande-Bretagne mais aussi la Belgique, que le Pakistan va parvenir à réaliser des centrifugeuses à gaz au sein des laboratoires de recherche technique, dans la ville de Kahuta en 1976 : la première étape vers la construction d'une bombe atomique était ainsi franchie¹¹⁵.

Quand on compulse les rapports officiels du gouvernement sur les exportations belges d'armes conventionnelles¹¹⁶ tels qu'ils ont été présentés au Parlement durant ces dernières années, il apparaît clairement que celles à destination de ces deux pays sont insignifiantes – particulièrement celles vers le Pakistan – comme l'illustre le tableau suivant :

113. Cependant, les attentes pakistanaïses quant à l'aide occidentale pour relancer l'économie sont largement déçues – alors que c'était l'un des arguments clés de Musharraf pour justifier son ralliement à la coalition américaine.

114. Voir « Interview of Admiral Abdul Aziz Mirza », *Jane's Defense Review*, 31 juillet 2002.

115. In « Le Pakistan : puissance nucléaire », *Damoclès* n° 92, 1/2002.

116. « Rapports du Gouvernement au Parlement sur l'application de la loi du 5 août 1991 sur les importations, les exportations et les transferts d'armes, de munitions et de matériel pouvant servir à un usage militaire ainsi que les technologies y afférentes », éditions successives. Ces rapports sont disponibles sur le site du GRIP : www.grip.org

Tableau 5. Les exportations d'armes de la Belgique vers l'Inde et le Pakistan
(en millions de BEF, aux prix courants – et à partir de 2000,
en millions d'euros également, indiqués entre parenthèses)

| | 1992 | 1993 | 1994 | 1995 | 1996 | 1997 | 1998 | 1999 | 2000 | 2001 |
|---------------------------------------|-------|--------|--------|-------|-------|-------|--------|-------|-------------------|-------------------|
| Inde | 1.610 | .. | .. | .. | 0 | 0 | 2.501 | 0 | 121 (3,00) | 164 (4,06) |
| Pakistan | 0 | .. | .. | .. | 0 | 54 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total des exportations d'armes belges | 9.980 | 11.684 | 11.403 | 8.231 | 8.156 | 7.571 | 12.579 | 9.499 | 7.776 (192,76) | 9.487 (235,17) |

Sources : Rapports du Gouvernement au Parlement sur l'application de la loi du 5 août 1991 sur les importations, les exportations et les transferts d'armes, de munitions et de matériel pouvant servir à un usage militaire ainsi que les technologies y afférentes », éditions successives.

.. : données non disponibles.

Les statistiques publiées ne donnent par pays que les ventes en valeur. Les données relatives aux détails des matériels vendus par pays sont confidentielles. Il faut également garder à l'esprit que ces chiffres ne se rapportent qu'aux ventes effectives d'armes légères, de munitions et éléments de construction mécaniques (composants de chars, tubes de canons,...). D'autres matériels pouvant être utilisés à des fins militaires (télécommunications, aéronautique,...) ne sont pas repris dans ces statistiques.

La presse belge a révélé en août 2002, à l'occasion de la controverse créée par la licence d'exportation accordée à la FN (Fabrique nationale) pour la livraison de 5.500 pistolets-mitrailleurs au Népal, que le gouvernement belge avait également accordé les 11 et 18 juillet 2002 des licences pour l'exportation d'armes vers l'Inde et le Pakistan. A cette occasion, le ministre des Affaires étrangères Louis Michel a apporté des précisions.

Dans le cas de l'Inde, une première licence avait trait à une commande de pièces de moteurs à réaction intervenant dans un programme de recherche-développement ; cette licence avait été refusée début 2002 à l'entreprise concernée (Techspace aero, de la région liégeoise) en raison de la mobilisation des troupes indiennes et pakistanaises le long de la ligne de contrôle du Cachemire ; en juillet 2002, le gouvernement belge a estimé que

les tensions s'étaient suffisamment apaisées pour justifier l'octroi de la licence. La seconde licence a été accordée à l'entreprise carolorégienne Sonaca pour la fourniture de stations de contrôle pour des avions espions.

Le 18 juillet, le Kern¹¹⁷avalisait l'octroi par Louis Michel d'une licence d'exportation à la même entreprise Sonaca à destination cette fois du Pakistan. Dans ce cas, il s'agit d'un contrat d'entretien d'accessoires et de systèmes de bord des avions F16 de l'armée pakistanaise, d'origine américaine. Ce contrat était en cours depuis 1993 et a été suspendu en 1998, du fait de l'embargo américain. Cet embargo ayant été levé, le gouvernement belge a estimé que le contrat d'entretien pouvait reprendre. Louis Michel s'est ainsi expliqué à la presse : « Dans la mesure où les exportations pour l'Inde ont été débloquées, l'équilibre politique a été maintenu vis-à-vis du Pakistan, d'autant plus qu'il s'agit de matériel lui appartenant qui avait été importé temporairement en Belgique pour réparation. »¹¹⁸

117. Le Conseil des ministres restreint, encore surnommé « Kernkabinet » ou « kern » (noyau, en français) est la réunion du Premier Ministre et des vice-Premiers ministres, avec certain(s) ministre(s) chargé(s) de la problématique spécifique discutée pendant la réunion.

118. Cité dans « Les armes de la FN blessent la coalition », *Le Soir*, 26 août 2002.

Bibliographie

1. Ouvrages

- The International Institute for Strategic Studies, *Strategic Survey 2000/2001*, Oxford University Press, Londres, 2002.
- The International Institute for Strategic Studies, *The Military Balance 2001-2002*, Oxford University Press, Londres, 2001.
- BONIFACE Pascal (sous la direct. de), *L'année stratégique 2002*, IRIS, Paris, 2001.
- The Arms Control Reporter* éditions 2001 et 2002, Institute for Defence and Disarmament Studies, Cambridge, 2001 et 2002.
- Stockholm International Peace Research Institute, *Sipri Yearbook* éditions 2001 et 2002, Oxford University Press, Londres, 2001 et 2002.
- The Graduate Institute of International Studies of Geneva, *Small Arms Survey 2002*, Oxford University Press, Londres, 2002.
- LAVIELLE Jean-Marc, *Droit international du désarmement et de la maîtrise des armements*, L'Harmattan, Paris, 1997.
- DUMOULIN André, *Concepts et potentiels nucléaires 1999-2000*, Les Rapports du GRIP, 98/3.
- International Crisis Group, Kashmir : confrontation and miscalculation, Islamabad/Bruxelles, 11 juillet 2002.

2. Articles de revues

- « La stratégie de l'Inde : un changement de paradigme ? », *Politique étrangère*, avril-juin 2002.
- « India's Nuclear Policy : Impact on Asian Strategic Environment », *East Asian Strategic Review 2002*, The National Institute for Defense Studies, Japon.
- « Les enjeux régionaux autour du Pakistan », *Politique étrangère*, avril-juin 2002.
- « Can Nuclear Deterrence Work in South Asia », *Aviation Week and Space Technology*, 10 juin 2002.
- « Les mauvais plans des apprentis sorciers », *Le Courrier international* n° 606, 13-19 juin 2002.
- « The worries of Musharraf », *The Economist*, 8 juin 2002.
- « Pakistan : vers une "démocratie militaire" ? », *Politique étrangère*, avril-juin 2002.
- « South Asia crisis highly treacherous », *Aviation Week and Space Technology*, 10 juin 2002.
- « L'Inde à la recherche de la puissance », *Le Monde diplomatique*, juillet 2002.

- « Pakistan Tests Three Nuclear-Capable Ballistic Missiles », *Arms Control Today*, juin 2002.
- « La stratégie du bord du gouffre », *Nouvel Afrique Asie*, juillet-août 2002.
- « The absence of war », *The Economist*, 29 juin 2002.
- « Why India did not bark », *The Economist*, 20 juillet 2002.
- « L'Inde à la recherche de la puissance », *Le Monde diplomatique*, juillet 2002.
- « The irresistible rise of L.K. Advani », *The Economist*, 6 juillet 2002.
- « Pakistan : constitutional quagmire », *The Economist*, 6 juillet 2002.
- « India turns to U.K. for Defense Equipment Needs », *Defense News*, 17-23 juin 2002.
- « Interview of Admiral Abdul Aziz Mirza », *Jane's Defense Review*, 31 Juillet 2002.
- « The Great Game Renewed ? US-Russian Rivalry in the Arms Trade of South Asia », *Security Dialogue*, vol.33(2) : 127-140, Sage Publications, 2002.
- « India assures Nepal of continued support », *Jane's Defense Review*, 3 juillet 2002.
- « Israel to speed Indian arms deliveries », *Defense News*, 10-16 juin 2002.
- « Cash Infusion Helps India Put LCA Back on Track », *Defense News*, 17-23 juin 2002.
- « India-U.S. Military Ties Trickle Down to Lab Scientists », *Defense News*, 17-23 juin 2002.
- « Le Pakistan : puissance nucléaire », *Damoclès* n°92, 1/2002.
- « Interview of Admiral Abdul Aziz Mirza », *Jane's Defense Review*, 31 juillet 2002.

3. Articles de journaux

- « Au bord de la guerre, Inde et Pakistan campent sur leurs positions », *Le Monde*, 6 juin 2002.
- « Une chance à la diplomatie », *La Libre Belgique*, 27 mai 2002.
- « Abdul Kalam, troisième président musulman de l'Inde », *Le Monde*, 19 juillet 2002.
- « Cachemire ni indien, ni pakistanais », *Le Courrier international* n° 606, 13-19 juin 2002.
- (AFP) « Le Pakistan construit son premier sous-marin », *La Libre Belgique*, 26 août 2002.
- « M. Musharraf veut consacrer le rôle de l'armée au Pakistan », *Le Monde*, 14-15 juillet 2002.
- « Why nuclear conflict is a real threat », *The Guardian*, 23 mai 2002.
- « Un attentat relance la tension au Cachemire », *Le Soir*, 15 juillet 2002.

- « India blames Pakistan for latest killings », *International Herald Tribune*, 7 août 2002.
- « Qaeda may be operating in Kashmir », *International Herald Tribune*, 13 juin 2002.
- « British foreign secretary happy with talks on Kashmir », *International Herald Tribune*, 22 juillet 2002.
- « Le dialogue des sourds se poursuit », *La Libre Belgique*, 29 juillet 2002.
- « Don't follow dangerous role models », *International Herald Tribune*, 7 août 2002.
- « Impossible dialogue entre frères ennemis », *Le Courrier International*, 19 juillet 2002.
- « 12 million could die in South Asia nuclear war », *International Herald Tribune*, 28 mai 2002.
- « India outguns enemy », *The Guardian*, 1 janvier 2002.
- « La guerre nucléaire ? pas forcément », *Le Soir*, 28 mai 2002.
- « Dans la vallée du Cachemire, les séparatistes ont peur d'être trahis par leur allié pakistanais », *Le Monde*, 25 juin 2002.
- « Pakistanis ridicule 'Busharraf' », *International Herald Tribune*, 6-7 juin 2002.
- « Un attentat contre une école chrétienne au Pakistan a fait six morts », *Le Monde*, 7 août 2002.
- « 10 Pakistanis die in battle with Qaeda near border », *International Herald Tribune*, 27 juin 2002.
- « Pakistan's poor showing », *International Herald Tribune*, 18 juillet 2002.
- « De nombreux pays ont armé les deux belligérants », *Le Monde*, 6 juin 2002.
- « Israël à la rescousse de l'Inde », *Le Soir*, 4 juin 2002.
- « La Chine a recentré sa stratégie », *Le Soir*, 4 juin 2002.

- « Les armes de la FN blessent la coalition », *Le Soir*, 26 août 2002.

4. Articles, rapports sur sites Internet

- KAMPANI Gaurav, « Living with India's bomb », mars 2000, sur le site du Monterey Institute of International Studies : <http://cns.miiis.edu>
- KAMPANI Gaurav, « Safety concerns about the Command and Control of Pakistan's Strategic Forces, Fissile Material and Nuclear Installations », 28 septembre 2001, sur le site www.acronym.org.uk.
- LAVOY Peter, « Le coût des armes nucléaires en Asie du Sud », <http://usinfo.state.gov/journals/itps/0999/ijpf/frlavoy.htm>
- « Prolifération des missiles balistiques », Rapport no 2000/09, Service canadien du renseignement de sécurité, http://www.csis-scrc.gc.ca/fra/miscdocs/200009_f.html
- « Missile Tests and Military tensions in South Asia », *The Acronym Institute online* Issue n°63, Mars 2002.
- « Pakistan has secretly built up a nuclear arsenal », *Times online*, 27 mai 2002.
- « Al Qaeda prepares for war », *Jane's International Security News*, 31 mai 2002, www.janes.com
- « Comparing India and Pakistan's strategic nuclear weapons capabilities », *Jane's online*, 30 mai 2002.
- « Rapports du Gouvernement au Parlement sur l'application de la loi du 5 août 1991 sur les importations, les exportations et les transferts d'armes, de munitions et de matériel pouvant servir à un usage militaire ainsi que les technologies y afférentes », éditions successives, disponibles sur le site du GRIP : www.grip.org



GROUPE DE
RECHERCHE
ET D'INFORMATION
SUR LA PAIX ET LA
SÉCURITÉ

Fondé en 1979 à Bruxelles, le GRIP est un institut de recherche indépendant qui étudie les questions de défense, de sécurité et de désarmement. Par ses travaux, le GRIP veut contribuer à une meilleure compréhension de ces problématiques dans la perspective d'une amélioration de la sécurité internationale en Europe et dans le monde.

Adresse : rue Van Hoorde, 33
B - 1030 Bruxelles
TEL: (32.2) 241.84.20
FAX: (32.2) 245.19.33
E.Mail: admi@grip.org
Website: <http://www.grip.org>

(bureaux ouverts du lundi
au vendredi de 8h30 à 13h et
de 13h30 à 17h)

Directeur : Bernard Adam

Coordination : Bernard Adam,
Luc Mampaey, Caroline Pailhe,
Marc Schmitz

Recherche : Bernard Adam,
Georges Berghezan, Luc Mampaey,
Félix Nkundabagenzi,
Sophie Nolet, Caroline Pailhe,
Valérie Peclow, Federico
Santopinto, Marc Schmitz,
Michel Wéry, Xavier Zeebroek

Secrétariat et administration :
Edith Grosse, Caroline Pailhe,
Chantal Schamp

Centre de documentation :
Valérie Peclow, Alain Reisenfeld

Edition, relations publiques :
Denys Detandt, Sabine Fievet,
Sophie Nolet, Marc Schmitz

Informatique : Luc Mampaey

Conseil d'administration :
Bernard Adam (administrateur
délégué), Rik Coolsaet, Laurent
Dumont, Gérard Lambert
(président), René Marchandise,
Michel Wautelet.

LES PUBLICATIONS DU GRIP

Depuis sa fondation, le GRIP est surtout connu par son travail d'édition. Au fil du temps, les publications ont changé, tant au niveau du contenu, de la présentation que de la périodicité. Depuis l'automne 1997, elles se présentent sous trois formes :

1. Les Nouvelles du GRIP

Une lettre d'information trimestrielle de 8 pages : regard sur les grands dossiers du moment, nouvelles insolites, aperçu des activités du centre, etc. Cette lettre est envoyée d'office à tous les **membres du GRIP** en règle de **cotisation** de même qu'aux abonnés aux « Livres du GRIP ».

2. Les Livres du GRIP

Chaque année, le GRIP publie 5 ouvrages en collaboration avec les éditions Complexe, abordant les questions internationales dans les domaines de la géo-stratégie, de la défense et de la sécurité internationale.

Ces 5 ouvrages font partie de l'abonnement aux « Livres du GRIP » ; ils sont également disponibles en librairie et au GRIP.

3. Les Rapports du GRIP

Cette nouvelle collection (format A4, sans périodicité) valorise des travaux de recherche réalisés pour la plupart au GRIP.

Ces rapports sont envoyés d'office à tous ceux qui souscrivent un abonnement de soutien ; ils peuvent aussi être commandés au GRIP.

Tarifs 2002

| | Belgique | Autres Europe | Autres Monde |
|--|------------------------|------------------------|------------------------|
| 1. Cotisation | | | |
| <i>Abonnement aux «Nouvelles du GRIP»</i> | 15 euros 605 FB | 16 euros 645 FB | 18 euros 726 FB |
| 2. Les Livres du GRIP | | | |
| <i>Abonnement annuel aux 5 livres¹ et aux «Nouvelles du GRIP»</i> | 75 euros 3.025 FB | 85 euros 3.428 FB | 90 euros 3.630 FB |
| 3. Abonnement complet² | | | |
| <i>Abonnement à toutes les publications (Rapports inclus)</i> | 125 euros 5.042 FB | 140 euros 5.647 FB | 150 euros 6.050 FB |
| 4. Abonnement de soutien | | | |
| | 250 euros 10.084 FB | 250 euros 10.084 FB | 250 euros 10.084 FB |

1. L'abonnement couvre 5 livres (équivalant à 10 numéros), plus le trimestriel «Les Nouvelles du GRIP».

2. L'abonnement annuel complet inclut la collection des Rapports (non périodiques), avec en moyenne six parutions par année.

Vous souhaitez vous abonner?

Vous pouvez le faire par téléphone (02/241.84.20), par fax (02/245.19.33), par Email (publications@grip.org) ou en nous envoyant votre demande d'abonnement, accompagnée de votre paiement, au GRIP, rue Van Hoorde 33 B - 1030 Bruxelles.

Modes de paiement : **Belgique** (virement au compte 001-1711459-67 du GRIP à Bruxelles; virement au CCP 000-1591282-94 du GRIP à Bruxelles; bulletin de virement) / **France** (chèque barré; mandat postal international) / **Luxembourg** (soit verser au CCP 86464-37 du GRIP à Luxembourg; soit envoi d'un chèque au GRIP, libellé en FL) / **Autres pays** (virement au CCP 000-1591282-94 du GRIP à Bruxelles; mandat postal international) / **Autre moyen de paiement** (carte de crédit - VISA, Eurocard, Mastercard - Précisez votre n° de carte et la date d'expiration).

Les Rapports du GRIP

- 1/97 **Ex-Yougoslavie - L'embargo sur les armes et le réarmement actuel**, Georges Berghezan, 32p., 7,44 euros.
- 2/97 **FN Herstal : Quel avenir pour la tradition armurière ?**, Luc Mampaey, 20p., 4,96 euros.
- 3/97 **Burundi : trafics d'armes et aides militaires**, Human Rights Watch, 60p., 11,16 euros.
- 1/98 **L'industrie belge de défense - Adaptation, consolidation et mythe de la reconversion**, Luc Mampaey, 84p., 12,39 euros.
- 2/98 **Kosovo : poudrière des Balkans**, Sevdî Zymberaj et Bernard Adam, 21p., 7,44 euros.
- 3/98 **Concepts et potentiels nucléaires 1999-2000**, André Dumoulin, 35p., 7,44 euros.
- 4/98 **La Belgique et les satellites de renseignement**, André Dumoulin, 23p., 4,96 euros.
- 5/98 **Le programme HAARP : science ou désastre ?**, Luc Mampaey, 84p., 11,16 euros.
- 1/99 **Les armes non létales - Une nouvelle course aux armements**, Luc Mampaey, 40p., 8,68 euros.
- 2/99 **La guerre du Congo-Kinshasa - Analyse du conflit et transferts d'armes vers l'Afrique centrale**, Georges Berghezan et Félix Nkundabagenzi, 54p., 9,92 euros.
- 3/99 **Post-Cold War Conversion in Europe - Defence Restructuring in the 1990s and the Regional Dimension**, collectif, 104p., 17,35 euros.
- 1/00 **La détention d'armes par les civils - Armes à feu : un enjeu en matière de Santé publique**, Sophie Nolet, 44p., 8,68 euros.
- 2/00 **Marquage et traçage des armes légères**, Ilhan Berkol, 72p., 14,87 euros.
- 3/00 **Bilan de la guerre du Kosovo : Résultat des frappes - Fin du conflit - La reconstruction - La situation en Serbie-Monténégro**, Valérie Peclow et Bernard Adam, 56 p., 9,92 euros.
- 4/00 **National Missile Defense - Le retour de la guerre des étoiles et les enjeux stratégiques**, Aris Roubos et Michel Wautelet, 60p., 9,92 euros.
- 5/00 **L'Union européenne et la prévention des conflits africains**, Félix Nkundabagenzi, 28p., 7,44 euros.
- 6/00 **Groupe Herstal S.A. - L'heure des décisions**, Luc Mampaey, 34p., 7,44 euros.
- 7/00 **La disponibilité des armes légères illicites - Comment combattre cette menace internationale**, Peter Lock, 33p., 7,44 euros.
- 1/01 **Le micro-désarmement - Le désarmement concret en armes légères et ses mesures associées**, Michel Wéry avec la contribution de Georges Berghezan et Félix Nkundabagenzi, 64p., 13 euros.
- 2/01 **Le réarmement de la Sierra Leone - Un an après l'accord de paix de Lomé**, Eric G. Berman, une étude de Small Arms Survey, 42p., 8,50 euros.
- 3/01 **La disponibilité des armes à feu - Quel impact sur la sécurité et la santé publique?**, collectif, 40p., 8,50 euros.
- 4/01 **La conférence des Nations unies de juillet 2001 sur les armes légères - Analyse du processus et de ses résultats**, Ilhan Berkol, 58p., 11 euros.
- 5/01 **L'ONU face au terrorisme**, Sandrine Santo, 38p., 8,50 euros.
- 1/02 **La Chine et la nouvelle Asie centrale - De l'indépendance des républiques centrasiatiques à l'après-11 septembre**, Thierry Kellner, 40p., 8,50 euros.
- 2/02 **L'Union européenne et la prévention des conflits - Concepts et instruments d'un nouvel acteur**, Félix Nkundabagenzi, Caroline Pailhe et Valérie Peclow, 72p., 13 euros.

Les « Rapports du GRIP » sont peu diffusés en librairie. Avant tout disponibles au GRIP.